

# Les pratiques idéologiques en Haïti

Vues à travers l'émission radiophonique Ann Pale Politik





# Les pratiques idéologiques en Haïti

Vues à travers l'émission radiophonique Ann Pale Politik

Pascal Adrien, Ives Marie Chanel, Pierre Michel Chery, Mozart Deroneth, Pierre Manigat, Claude C. Pierre, Jean Rommel Pierre, Nicole Simeon

© 2018 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

Les publications d'IDEA International sont indépendantes de tout intérêt national ou politique. Les points de vue exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA International, de son conseil consultatif ou des membres de son conseil.



La version électronique de la présente publication est disponible sous Creative Commons Licence (CCL) – Creative Commons Attribute-Non Commercial-Share Alike 3.0 Licence. Vous pouvez librement partager cette publication ou en faire des travaux dérivés uniquement à des fins non commerciales, et à condition d'en avoir correctement nommé les sources et de les diffuser sous une licence identique à celle-ci.

IDEA International  
Strömsborg  
SE-103 34 Stockholm  
Suède  
Courriel : [info@idea.int](mailto:info@idea.int)  
Site Internet : <http://www.idea.int>

IDEA International Haïti  
4 rue Cretonne, Delmas 71  
Port-au-Prince  
Haïti  
Courriel : [infohaiti@idea.int](mailto:infohaiti@idea.int)

Révision éditoriale : Ombeline Stephenson, Casimir Jenny Williamson  
Couverture : IDEA International/Ranya Derose Lafond  
DOI: <https://doi.org/10.31752/idea.2018.70>

ISBN: 978-91-7671-219-1

Cette publication a été réalisée avec le support du Royaume de Norvège.

Créé avec Booktype: <https://www.booktype.pro>

# Table des matières

---



Sigles et acronymes .....	6
Préface .....	9
Introduction .....	11
1. Le spectre idéologique .....	12
1.1. Le spectre théorique gauche-droite .....	13
1.2. L'éventail des partis .....	15
2. Discours idéologiques en Haïti .....	23
2.1. Historique .....	23
2.2. Théoriciens haïtiens de la politique .....	25
2.3. Spécificités haïtiennes relatives aux idéologies .....	32
3. Compte rendu des entrevues sur l'évolution de l'idéologie .....	37
3.1 Présentation d'un parti .....	40
3.2 Autres interventions .....	41
3.3 Synthèse .....	43
4. Pratiques politiques à la lumière des idéologies .....	45
4.1. L'idéologie comme construction .....	46
4.2. Le jeu des alliances .....	50

5. Représentations idéologiques post-1986 dans la société civile .....	53
5.1. Dans le mouvement des femmes .....	53
5.2 Représentations idéologiques dans les autres secteurs .....	57
6. Orientation idéologique des médias .....	63
6.1. Haïti et la fin de la dictature : un tournant .....	63
6.2. Partis politiques et utilisation des médias .....	68
Conclusion .....	73
Annexe : Chronique d'actions de femmes .....	74
Bibliographie .....	78
Biographie des contributeurs-rices .....	82
À propos d'IDEA International .....	85

## Sigles et acronymes

---



<b>AJH</b>	Association des journalistes haïtiens
<b>AMIH</b>	Association des médias indépendants d'Haïti
<b>ANDP</b>	Alliance nationale pour la démocratie et le progrès
<b>ANMH</b>	Association nationale des médias haïtiens
<b>APH</b>	Alliance parlementaire pour Haïti
<b>CAOSS</b>	Conseil d'administration des organes de sécurité sociale
<b>CEP</b>	Conseil électoral provisoire
<b>CFOH</b>	Confédération des forces ouvrières haïtiennes
<b>CNJ</b>	Convention nationale des jeunes
<b>CONACOM</b>	Parti national du congrès des mouvements démocratiques
<b>CONAP</b>	Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes
<b>CSS</b>	Conseil supérieur du salaire



<b>FASCH-UEH</b>	Faculté des sciences humaines de l'université d'État d'Haïti
<b>FENEH</b>	Fédération nationale des étudiants haïtiens
<b>FHP</b>	Fédération haïtienne de presse
<b>FNC</b>	Front national de concertation
<b>FNCD</b>	Front national pour le changement et la démocratie
<b>GRALIP</b>	Groupe de réflexion pour la liberté de la presse
<b>IFOPADA</b>	Union des forces patriotiques et démocratiques haïtiennes
<b>IJC</b>	Initiative jeunes candidats
<b>KJRESA</b>	Konbit jèn revolisyonè pou sove Ayiti
<b>MCDFD</b>	Ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes
<b>MDN</b>	Mobilisation pour le développement national
<b>MIDH</b>	Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti
<b>MNDLH</b>	Mouvement national de libération nationale
<b>MNP 28</b>	Mouvement national patriotique du 28 novembre
<b>MOCHRENA</b>	Mouvement chrétien national
<b>MODELH-PRDH</b>	Mouvement démocratique de libération d'Haïti ou Parti du rassemblement démocratique d'Haïti
<b>MOP</b>	Mouvement ouvrier paysan
<b>MOUFHED</b>	Mouvement des femmes haïtiennes pour l'éducation et le développement

<b>MPNKP</b>	Mouvman peyiz an nasyonal kongrè Papay
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OPL</b>	Organisation du peuple en lutte
<b>PAIN</b>	Parti agricole industriel national
<b>PANPRA</b>	Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien
<b>PAPDA</b>	Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif
<b>PCH</b>	Parti communiste haïtien
<b>PDCH</b>	Parti démocrate-chrétien haïtien
<b>PEP</b>	Parti d'entente populaire
<b>PHTK</b>	Parti haïtien tèt kale
<b>PIDESC</b>	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
<b>PPLN</b>	Parti populaire de libération nationale
<b>PSCH</b>	Parti social-chrétien haïtien
<b>PUCH</b>	Parti unifié des communistes haïtiens
<b>PUDHA</b>	Parti unifié des démocrates haïtiens
<b>RDNP</b>	Rassemblement des démocrates nationaux progressistes
<b>REPAREN</b>	Regroupement patriotique pour le renouveau national
<b>RESPÈ</b>	Regwoupman sitwayen pou espwa
<b>SOFA</b>	Solidarite fanm ayisyèn

# Préface

---



Force motrice du fonctionnement politique et social, les idéologies politiques contribuent à influencer le comportement humain. Elles permettent à celles et ceux qui s'engagent en politique de se positionner, eu égard à des convictions exprimées, de proposer un programme en tenant compte à la fois des enjeux et de la réalité du milieu pour atteindre des objectifs visant au développement de leur pays.

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) œuvre à la consolidation de la démocratie en Haïti, en travaillant notamment avec des institutions telles que le Parlement, les collectivités territoriales, le Conseil électoral, les partis politiques ou encore les organisations de femmes. L'Institut vise à consolider les systèmes de partis politiques structurés autour d'une idéologie cohérente qui agrège les besoins et demandes des citoyens et citoyennes. En 2016, le bureau d'IDEA International a fait réaliser une série d'entretiens avec les responsables de partis politiques et des membres de la société civile afin de mieux cerner la dynamique idéologique qui traverse le paysage politique haïtien.

Cet ouvrage est une radiographie des différentes idéologies politiques et des pratiques qui ont marqué le pays depuis l'esclavage. Il revient également aux périodes de la conquête de son indépendance en 1804 et des grandes turbulences qu'il connut telles que l'occupation américaine (1915-1934) et la dictature duvaliériste qui dura presque trente ans jusqu'à la transition démocratique post février 1986. Il pose le problème crucial de l'effritement des idéologies dans le paysage politique haïtien et de la recherche de cohésion des partis politiques dans leur quête d'un idéal sociétal.

Tout en saluant les contributions d'autres auteurs-rices sur le sujet, IDEA International a voulu poursuivre son travail d'enrichissement et de mise à

disposition du public des connaissances disponibles sur les partis politiques et les pratiques idéologiques en Haïti.

Cet ouvrage contribuera assurément à renforcer l'intérêt de toutes les citoyennes et de tous les citoyens, en particulier les jeunes, les femmes, les médias et les universitaires pour la chose publique. Il vise également à mettre l'accent sur l'impérieuse nécessité, pour les partis politiques et les élus-es, de concevoir des politiques publiques et de disposer d'un programme de gouvernement où la vision de l'Etat est basée sur des socles idéologiques solides et des choix normatifs qui prennent en compte les aspirations et les besoins de la population.

Par cette publication, IDEA International renouvelle, une fois de plus, son engagement à travailler au côté des acteurs-rices politiques en les encourageant à inscrire leurs actions dans une logique de consolidation démocratique. Ainsi, la gouvernance se verra davantage renforcée et le rôle des acteurs politiques sera de plus en plus efficace dans le contrôle et la gestion de la chose publique.

*Marie-Laurence Jocelyn Lassègue  
Directrice de programme senior  
IDEA International Haïti*

# Introduction

---



Il existe en Haïti une longue tradition de partis politiques. Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, le pays pouvait s'enorgueillir de compter deux grands partis politiques : le Parti libéral et le Parti national. Après un intermède, cette tradition a refait surface durant l'occupation américaine en 1915. Au cours des années 1960, il y eut l'éclosion d'autres partis de gauche, interdits, qui ont défié la dictature duvaliériste en fonctionnant, tant bien que mal, dans la clandestinité. Le Parti populaire de libération nationale (PPLN), le Parti d'entente populaire (PEP), le Parti unifié des démocrates haïtiens (PUDHA) ont fusionné pour donner naissance au Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH).

Aux lendemains du 7 février 1986, des partis qui travaillaient dans la clandestinité et dont certains dirigeants-es avaient connu des pressions – voire la torture – se sont manifestés en plein jour. Le Parti démocrate-chrétien haïtien (PDCH) et le Parti social-chrétien haïtien (PSCH) auxquels viendront s'ajouter plusieurs autres créés depuis l'exil, notamment le Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP) ont connu tardivement une certaine notoriété.

Cet ouvrage est une tentative de définition des contours des pratiques idéologiques à travers le large spectre des partis politiques en Haïti, et à travers les discours de leurs dirigeants et dirigeantes. IDEA International a entrepris de donner la parole à un certain nombre d'acteurs-trices, invités-es à travers un forum et des programmes radiophoniques, autour de l'évolution de l'idéologie. Ce document présente dans un premier temps les idéologies politiques en Haïti, à travers la description du spectre des partis et des discours idéologiques qui ont façonné la vie politique. Ensuite, il analyse les entrevues des émissions radiophoniques de manière à comprendre l'évolution des idéologies dans la vie politique, dans la société civile et dans les médias depuis la fin de l'ère Duvalier.

# 1. Le spectre idéologique

---



Plusieurs théoriciens-nes et penseurs-es de l'Occident sont à l'origine du concept d'idéologie. Parmi les plus célèbres, figurent Karl Marx, Louis Althusser et Antonio Gramsci. L'engagement de l'individu en politique se construit à partir d'offres et de choix qui prennent en compte ses attentes, qui rencontrent ses sensibilités, ou qui correspondent à sa vision de la société et de la politique. Parler de construction de l'engagement revient à inventorier l'ensemble des pratiques politiques qui permettent l'élaboration d'une ligne idéologique.

Chaque individu peut avoir sa propre idée de sa situation personnelle et de ses relations avec d'autres personnes vivant ou non les mêmes conditions que les siennes. Ce qui fait qu'une idéologie est idéologie, c'est qu'elle est une pensée commune partagée à l'intérieur d'un groupe social ou d'une classe sociale.

Prise dans ce sens, l'idéologie est la représentation d'une situation concrète en vue de son dépassement. On dira que l'idéologie soutient l'action. Le serment de Boukman au Bois-Caïman fait une représentation de la situation de l'esclave noir-e et formule en même temps l'utopie du changement espéré, qui doit conduire à l'action.

L'idéologie peut être aussi une représentation de la situation en vue de son maintien. Entre dépassement et maintien, la confrontation fait de l'idéologie une réalité (Dumond 1974). Les groupes sociaux ont généralement des représentations différentes de la réalité. Au sein même d'un groupe, les perceptions peuvent être saisies différemment. L'idéologie peut être aliénation quand un groupe social arrive à faire accepter sa propre représentation du monde à un autre groupe social objectivement antagonique.

Les représentations idéologiques s'articulent autour d'enjeux. Dans le système colonial, l'enjeu pour les colons propriétaires était de maintenir le système esclavagiste tel qu'il était, tandis que, pour les Affranchis, l'enjeu était la

jouissance des droits politiques dans le cadre du Code noir. Avec la Révolution industrielle, qui a bouleversé le monde du travail, l'enjeu se cristallisa autour de la plus-value du travail. En Haïti, à la même époque, se posait la question de la légitimité de la propriété de la terre. Aujourd'hui, quel est l'enjeu idéologique pour chacune des classes sociales qui composent la société haïtienne ? Question capitale et récurrente...

La Révolution française de 1789 a apporté le symbolisme droite-gauche en idéologie. La révolution industrielle a provoqué, en Europe surtout, l'apparition de nouveaux types d'organisation dans les sociétés comme les syndicats et les partis politiques. À partir de ce moment, il est devenu difficile de trouver un pays où l'organisation de la vie politique n'est pas structurée autour de partis politiques dont les idéologies doivent s'interpréter, à tort ou à raison, dans le spectre gauche-droite hérité de la Révolution française.

## 1.1. Le spectre théorique gauche-droite

### Historique

Penser la politique en termes de gauche et de droite en référence à un centre trouve son origine dans la convocation des états généraux du Royaume de France par le roi Louis XVI au cours de l'année 1789. Il convient de rappeler que ce sont les difficultés économiques que connaît la France au cours des années 1786-1789 qui ont amené le roi à prendre la décision de convoquer les états généraux en vue de trouver le moyen de lever de nouveaux impôts – sur une opulente bourgeoisie – pour financer le royaume à bout de ressources :

« Nous avons besoin du concours de nos fidèles sujets pour nous aider à surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons relativement à l'état de nos finances, et pour établir, suivant nos vœux, un ordre constant et invariable dans toutes les parties du gouvernement qui intéressent le bonheur de nos sujets et la prospérité de notre royaume. »

Très vite, les dissensions vont apparaître au cours des débats sur la façon de voter les décisions. À un vote par ordre séparé (noblesse, clergé et tiers-état), les députés du tiers-état vont, défiant la volonté du roi, imposer le vote individuel et se constituer en Assemblée nationale constituante le 9 juillet 1789 après le ralliement de 47 députés de la noblesse et de quelques représentants du clergé.

La démarcation gauche-droite qui trouve son origine dans ces événements répond, au départ, plus à une préoccupation logistique qu'à une démarcation idéologique réelle. Pour faciliter le décompte des voix de celles et ceux qui sont pour l'absolutisme ou le veto royal, ils se rangent à droite du président de l'Assemblée, ceux qui sont contre se rangeant à gauche. De là, on a fini par

associer le symbolisme de gauche à la volonté d'émancipation des peuples contre l'ordre établi qu'incarnait la personne du roi et la droite au conservatisme.

### Positionnements idéologiques

Pour rendre plus claire l'idée du positionnement idéologique, certaines notions méritent d'être explicitées. Confiné dans l'espace parlementaire, le discours gauche-droite s'est propagé dans les sphères des sociétés européennes à la faveur de la révolution industrielle en plein développement. En effet, les conditions inhumaines de travail dans les usines ont porté des penseurs, des philosophes et des hommes politiques à prendre position, soit pour dénoncer, soit pour défendre le capitalisme en cours.

Il y a plusieurs critères à considérer pour établir un rapport entre une idéologie politique et le clivage gauche-droite. Les plus importants sont : le rapport à l'égalité, le rapport à l'économie, et le rapport au pouvoir.

#### *Le rapport de l'idéologie à l'égalité*

C'est une revendication des Lumières du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces derniers réclament l'égalité de l'homme et du citoyen devant la loi. « Tous les hommes naissent libres et égaux devant la loi ». Le rapport à l'égalité dit comment l'idéologie perçoit les rapports sociaux entre les différents groupes sociaux de la société. L'idéologie s'exprime également en fonction des mécanismes d'avancement ou de blocage de l'individu dans la société. Est-ce que les inégalités sont des résultantes du mode d'organisation de la société ou sont-elles le fait du hasard ou de la qualité de l'esprit d'initiative de l'individu ? Pour la gauche, l'égalité des droits peut renvoyer jusqu'à des transformations radicales de la société. Mais la marche vers l'égalité de droit entre les hommes est un idéal qui dépend des rapports de force et des rapports d'intelligence en présence. Il y a une infinité de possibilités que les sociétés peuvent envisager ou expérimenter (Hastings 2011).

#### *Le rapport de l'idéologie à l'économie*

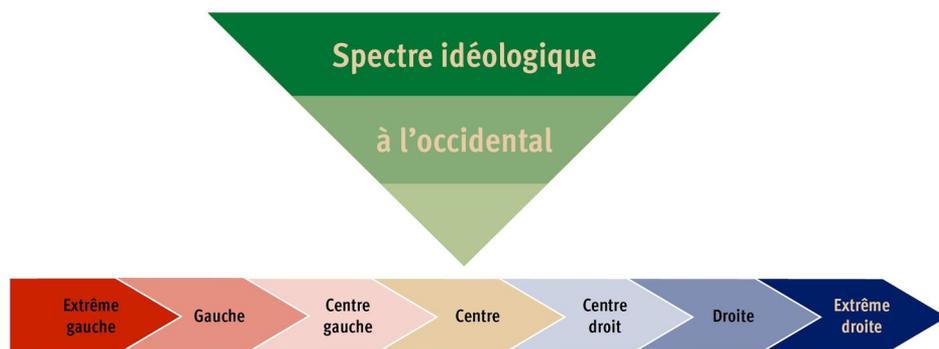
Avant la révolution industrielle, l'idéologie dominante faisait découler la condition des hommes de la fatalité ou du manichéisme religieux. Les rapports sociaux étaient compris en termes de riches et pauvres. Il a notamment fallu attendre les travaux de Karl Marx avec le matérialisme historique pour avoir une explication scientifique des bouleversements sociaux. Karl Marx a également proposé le marxisme comme philosophie révolutionnaire pour arriver aux transformations sociales.

#### *Le rapport de l'idéologie au pouvoir*

Cet aspect de l'idéologie couvre à la fois la conception du pouvoir d'État, la finalité et le rôle des acteurs-trices.



## 1.2. L'éventail des partis



Dans le modèle occidental, les partis politiques forment un arc-en-ciel allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Nous allons tenter d'analyser l'éventail des partis possibles à partir des trois critères ci-dessus définis.

### Les partis d'extrême gauche

Les partis d'extrême gauche sont généralement des partis d'obédience communiste et marxiste qui se sont radicalisés par rapport à des partis communistes qui ont accepté de jouer le jeu de la démocratie institutionnelle. Les partis d'extrême gauche s'inscrivent dans la perspective d'une transformation radicale de la société en vue de parvenir à une société égalitaire. Dans leur rapport à l'économie, ils prônent une destruction radicale du système capitaliste. Les partis d'extrême gauche se différencient des partis communistes classiques par leurs stratégies de la prise du pouvoir qui s'inscrivent généralement dans l'action révolutionnaire.

### Les partis de gauche d'obédience socialiste, marxiste ou communiste

Les partis communistes sont des partis qui fondent leur idéologie à partir de la théorie marxiste de la lutte des classes. Les partis communistes sont des partis de classe ; on les retrouve sous diverses dénominations : parti socialiste, parti ouvrier, parti des travailleurs, parti du travail. Le triomphe de la Révolution d'octobre en Russie a vu l'alignement de nombreux partis communistes sur les thèses marxistes-léninistes. Membres de l'Internationale communiste, ces partis se sont pour la plupart alignés sur les thèses du parti communiste soviétique. La volonté de toujours vouloir justifier les dérives que la révolution a engendrées en Union soviétique a nui considérablement à l'image de ces partis.

Haïti a connu plusieurs partis politiques à tendances socialistes, marxistes et communistes. On pourrait dire que ce sont les rares partis politiques à avoir fondé leurs analyses de la société haïtienne à partir des rapports de classes. Le premier

parti communiste haïtien fut fondé en 1932 par Jacques Roumain. Ce parti préconisait l'émancipation des couches populaires haïtiennes à partir d'une grande alliance avec le prolétariat : « La tâche du PCH consiste à faire prendre conscience de leurs intérêts de classe identiques à ces différentes couches du Prolétariat national, à en faire un front commun destiné à faire rendre gorge à l'Impérialisme exotique exploiteur, et à sa complice, la ploutocratie haïtienne » (Roumain 1934).

Très vite, les marxistes haïtiens vont se rendre compte du caractère rachimique de la bourgeoisie nationale, très peu engagée dans la production industrielle, très peu disposée au changement et, par voie de conséquence, de la faiblesse numérique du prolétariat. Quoique certains courants marxistes haïtiens soient toujours restés attachés au rôle d'avant-garde du prolétariat, d'autres courants, sans doute s'inspirant de l'expérience chinoise, vont orienter leurs actions politiques vers la paysannerie nationale ou le paysan en voie de prolétarianisation. Ce qu'il faut retenir de ces courants marxistes (Tèt kole Ti peyizan, Rasin kan pèp), c'est que tous ces partis définissent leur action politique à partir d'une base syndicale (Batay ouvriye) ou d'organisations de paysans (MNPKP, Mouvman ti peyizan tèt kole, etc). Cependant, malgré leur présence dans les médias – notamment grâce à la Plateforme haïtienne de plaider pour un développement alternatif (PAPDA) –, très peu de partis politiques de gauche arrivent à investir les organes de l'État. Des individus isolés, identifiés à gauche, ont pu parvenir au pouvoir, mais sans pour autant pouvoir porter un gouvernement à prendre une orientation progressiste et encore moins à engager une transformation de la société.

### Les partis de gauche d'obédience non marxiste, la social-démocratie

Suivant le spectre gauche-droite, à ses débuts, la social-démocratie partageait les analyses marxistes sur la société capitaliste, mais elle a divergé avec les socialistes révolutionnaires sur la façon de transformer la société. Les lignes de démarcation se sont clarifiées avec le triomphe de la révolution d'octobre en 1917 et la création de l'Internationale communiste en 1919. Abandonnant peu à peu les analyses marxistes sur la société capitaliste et la révolution comme méthode pour transformer le système capitaliste, les sociaux-démocrates, de plus en plus ouverts aux classes moyennes, vont abandonner la transformation du système capitaliste comme objectif politique pour se concentrer essentiellement sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, le suffrage universel et la solidarité.

Le mouvement syndical a joué un rôle de premier plan dans le triomphe de la social-démocratie en Europe du Nord, Allemagne, Suède, Scandinavie, entre autres. En Angleterre, ce sont les travailleurs syndiqués qui ont fondé en 1900 le *Labour Party* afin d'avoir une représentation au Parlement. En 1932, quand les sociaux-démocrates ont pris le pouvoir en Suède, 90 % des travailleurs suédois étaient syndiqués à la Confédération des syndicats suédois. Ceci nous permet de

rappeler l'importance de la base sociale comme ferment de l'idéologie du parti politique.

Un parti politique haïtien qui affiche son crédo social-démocrate avec force est le Parti fusion des sociaux-démocrates. Ce parti est né du regroupement du Parti national du Congrès des mouvements démocratiques (CONACOM), du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRA) et de Haïti kapab, une petite formation politique dirigée par Ernst Verdieu, un proche de la hiérarchie de l'Église catholique. Le CONACOM est issu du Congrès des mouvements démocratiques en 1987 et se voulait le lieu de rassemblement de tous les démocrates haïtiens. Intégré au Front national de concertation (FNC) en 1987, le CONACOM n'a pas pu accéder au pouvoir à la suite du coup de force de l'armée qui en profita pour interrompre brutalement par un bain de sang le processus électoral de 1987. Cet épisode tristement célèbre est retenu dans l'histoire des processus électoraux en Haïti comme "le massacre de la ruelle Vaillant". C'est dans cette ruelle que l'armée a ouvert le feu sur les citoyens-nes faisant la queue pour aller voter, faisant au moins 27 morts, selon certaines sources. Le PANPRA a, pour sa part, été créé sur le terrain en juin 1989 par d'anciens exilés-es communistes haïtiens-nes, dont Serge Gilles, qui ont évolué vers le socialisme démocratique.

Selon l'ouvrage *Political Parties of the Americas, 1980s to 1990s* (Ameringer 1992), le PANPRA est né d'une autre formation politique appelée Union des forces patriotiques et démocratiques haïtiennes (IFOPADA) ; cette dernière fut fondée en 1980 (Ameringer 1992, p. 364). Membre de l'Internationale socialiste depuis 1989, le PANPRA est le premier parti politique haïtien à y être admis (Ameringer 1992, p. 394).

En 1990, trois ans plus tard, Victor Benoit est candidat à la présidence pour le Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), mais il est évincé par le directoire du regroupement au profit de Jean-Bertrand Aristide. D'autres partis politiques ont évolué vers la social-démocratie, comme l'Organisation du peuple en lutte (OPL), malgré la présence d'anciens membres de partis de gauche en son sein. On peut aussi associer le parti politique Louvri baryè à la social-démocratie. Mais, si les partis à tendance marxistes arrivent à se doter d'une base sociale identifiée (Batay ouvriye, MPNKP, Tèt kole ti peyizan), les courants sociaux-démocrates peuvent difficilement asseoir une base sociale stable. Ceci vient du caractère précaire et mouvant de la clientèle sociale courtisée par ces partis : les têtes de pont de ces partis dans le milieu populaire doivent à chaque conjoncture, comme c'est le cas de la majorité des directions politiques, se positionner en vue de gains ou matériels à engranger immédiatement.

Cependant, il faut noter la longévité de certains-nes leaders de partis politiques et la fidélité d'une bonne partie de leur base sociale malgré des revers politiques. Celle-ci reste attachée principalement au leader malgré le flou idéologique et les voltefaces surprenantes qui caractérisent ces partis. C'est le cas des partisans du

Mouvement ouvrier paysan (MOP) de Daniel Fignolé, qui ont subi, surtout au Bel-Air en 1957, la répression militaire orchestrée par le général Kébreau pour préparer l'avènement de François Duvalier au pouvoir. Fait notoire : plus de 30 ans après les événements du Bel-Air, lors des élections de 1990, le MOP a pu faire élire des candidats à la Chambre des députés. De même, plus de 25 ans après l'accession de Jean-Bertrand Aristide au pouvoir, malgré l'émiettement qu'a connu le mouvement Lavalas, une bonne partie des couches populaires est toujours restée proche du leader du mouvement.

### Les partis du centre gauche

Dans un environnement politique classique, l'idéologie de centre-gauche fait référence à un ensemble de valeurs dont certaines sont issues de la gauche alors que d'autres proviennent de la droite. L'idéologie de centre-gauche se caractérise par sa modération qui lui permet conjoncturellement de s'allier à des partis dits de gauche ou de droite. Ainsi, les idées de justice sociale et d'égalité de chance appartiennent principalement à la gauche, mais le centre-gauche soutient aussi que les transformations sociales peuvent se faire dans l'économie de marché à partir de l'initiative individuelle, ce qui fait de l'individu l'acteur principal dans le processus de réduction des inégalités sociales. Le centre-gauche, toutefois, reconnaît la nécessité de l'intervention de l'État à travers la taxation progressive, la protection sociale et l'indexation du salaire minimum sur le coût de la vie, comme mesures d'accompagnement de l'initiative individuelle.

La base sociale du centre-gauche est très volatile puisqu'elle est constituée de citoyens-nes qui généralement se déclarent indépendants-es : ni de droite ni de gauche. Ainsi, paradoxalement, le centre-gauche fournit à ces indécis la corde à tenir, même temporairement au moment des élections.

Dans le cas d'Haïti, il est difficile d'illustrer le centre-gauche à partir du discours idéologique ou de la praxis d'un parti politique ayant exercé le pouvoir. Beaucoup de partis se sont constitués autour d'un chef arrivé au pouvoir sans programme politique défini ni feuille de route.

### Le centre

Le centre est caractérisé par l'existence d'un pouvoir qui ne serait ni de droite ni de gauche. Cet idéal idéologique ne peut exister dans les faits. C'est pour cette raison que les théoriciens-nes de gauche les considèrent comme des partis de droite et ceux de droite les considèrent comme des socialistes. En effet, une fois au pouvoir, ces gouvernements, sous la pression des faits, sont obligés de mener une politique qui, suivant le rapport de force ou la pression sociale, satisfait la gauche ou la droite. À cause de cette situation ambiguë, ces formations sont tantôt associées au centre-droit, tantôt au centre-gauche.



### Les partis de droite

Sous ce vocable, on rassemble tous les partis politiques qui rejettent les discours égalitaristes dans la société ou la mise en question du système capitaliste. Pour les partis de droite, l'inégalité et la hiérarchisation de la société sont naturelles et stimulent l'individu. L'hostilité à l'égard des idées socialistes ou marxistes est une caractéristique commune à tous les partis de droite. Mais les courants de droite sont très divers : ils peuvent être conservateurs (maintien du statu quo et des privilèges de classe), libéraux en idéologie (respect de la liberté de conscience), libéraux en économie (absence ou intervention limitée de l'État dans l'économie), nationalistes à visée expansionniste et fasciste.

Si l'idéologie de droite peut reconnaître l'égalité devant la loi entre les individus de la société, elle rejette l'utopie égalitariste de certains partis de gauche. A la notion de l'égalité, la droite va opposer la notion de mérite, de disposition naturelle, de droit divin. Les écoles d'excellence sont un exemple de l'approche méritocratique où l'individu, isolément, est appelé à se dépasser afin de pouvoir jouir un jour des privilèges réservés à ceux qui ont réussi par leurs efforts personnels. De même, la droite va porter l'idée que certains hommes ou certaines femmes portent en eux la mission de diriger d'autres hommes/femmes. Sur la question de l'économie, la droite va s'appuyer sur la notion de la main invisible d'Adam Smith, qui guide le marché, à partir de l'offre et de la demande. Comme conséquence, la droite ne remet pas systématiquement en question l'exploitation capitaliste ou le gaspillage des ressources.

Aux élections de 1957, le Parti agricole industriel national (PAIN) a représenté la droite. Parti identifié à l'oligarchie économique, son programme politique axé sur le développement agricole, appuyé par la présence de son leader Louis Déjoie dans le secteur agricole, a séduit une bonne partie de la paysannerie. Le Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDH) de Marc Bazin est un parti politique constitué bien avant les élections de 1990, appuyé par les institutions internationales d'aide au développement et organisé autour de l'oligarchie des affaires et d'une partie des classes moyennes. Il a été représenté aux élections de 1990 à travers un regroupement constitué aussi du PANPRA et du Mouvement national patriotique du 28 novembre (MNP 28) baptisé l'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès (ANDP) ; c'est l'exemple le plus approprié du parti de droite en Haïti (Delince 1993, p. 158). Toutefois, comme beaucoup de partis politiques qui se sont constitués à l'approche des élections, son passage sur la scène politique a été éphémère.

### La démocratie chrétienne

La démocratie chrétienne est une variante de la droite. Elle est souvent associée au centre droit. Confrontée à la réalité sociale de la révolution industrielle, l'Église catholique voit émerger de nouveaux courants de pensée tant en politique qu'en

philosophie qui remettent en question son hégémonie doctrinale. Au moment de l'insurrection populaire de juin 1848 à Paris, l'Église catholique était toujours attachée à l'idée que tout pouvoir venait de Dieu et qu'il ne saurait être question de démocratie. Mais, face à la montée des mécontentements-és suscités-és d'une part par les conditions de travail dans les usines et, d'autre part, par la pénétration dans la société des idéologies faisant l'apologie de la lutte des classes, des penseurs-és catholiques ont pris l'initiative de faire valoir qu'un gouvernement démocratique n'est pas incompatible avec une doctrine sociale de l'Église. Ils l'ont fait à travers leurs écrits et également dans l'action caritative.

Voici comment Frédéric Ozanam (1813-1853), un philosophe d'inspiration catholique, réagit face à la pénétration du discours axé sur les conflits de classe et du socialisme avant de proposer une doctrine pour l'engagement des chrétiens-nes dans l'activité politique :

« Comme toutes les doctrines qui ont troublé le repos du monde, le socialisme n'a de puissance que par beaucoup de vérités mêlées de beaucoup d'erreurs. Il est temps de montrer qu'on peut plaider la cause des prolétaires, se vouer au soulagement des classes souffrantes, poursuivre l'abolition du paupérisme, sans se rendre solidaire des prédications qui ont déchainé la tempête de juin, et qui suspendent encore sur nous de si sombres nuages (Les origines du socialisme). »

Le tournant va se faire quand le pape Léon XIII définit la doctrine sociale de l'Église dans *Rerum Novarum 1891*, une encyclique destinée aux catholiques français-és pour leur demander d'accepter la République.

En réaction aux mouvements socialistes émergents, la doctrine de l'Église ne traite pas de la question de l'égalité entre les hommes/femmes, mais donne la priorité à la dimension spirituelle de l'homme ou de la femme. En matière de solidarité sociale, elle actualise le principe de la charité chrétienne. Elle avance le principe de subsidiarité qui rend tout homme/toute femme, toute organisation ou institution redevable envers les autres hommes/femmes. En ce qui a trait à la question de l'économie, l'Église ne conçoit aucune remise en question du système capitaliste, sauf qu'elle n'admet pas l'exploitation et que la finalité de tout doit être l'homme/la femme, fait à l'image de Dieu. Tout doit concourir à la dignité de l'homme/de la femme. Par rapport au pouvoir, en réaction aux thèses socialisantes, l'Église catholique va opposer l'individu comme la finalité de l'action politique : la famille, les libertés individuelles et confessionnelles, etc.

Dans le contexte haïtien, sans toutefois adopter dans le discours ou dans la praxis la doctrine sociale de l'Église, le Parti social-chrétien haïtien (PSCH), le Mouvement chrétien national (MOCHRENA), le Parti démocrate-chrétien haïtien (PDCH) et même le Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP) se sont réclamés de la démocratie chrétienne. Le PDCH et

le MOCHRENA ont toujours affiché leurs sympathies pour les membres des cultes réformés à qui s'adressent leurs discours politiques. Quant au RDNP, à la suite du coup d'État de juin 1988 contre le président Lesly François Manigat, son leaderm c'est vers l'internationale démocratie chrétienne, à laquelle il a identifié le parti, qu'il s'est tourné pour trouver des appuis politiques à l'extérieur du pays.

### Les partis de l'extrême droite et le fascisme

Le fascisme est une idéologie politique qui a pris naissance en Europe après la Première Guerre mondiale. Si le fascisme a pris naissance en Italie avec Mussolini, il a connu son développement le plus monstrueux avec le nazisme en Allemagne. Après l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Hitler.

Le Dr Lawrence Britt, professeur de sciences politiques, a établi 14 caractéristiques qu'on trouve dans les régimes fascistes. Plus ces traits sont répertoriés dans un régime, plus il est considéré comme fasciste. Voici quelques-uns de ces traits les plus marquants (Britt 2003) :

- L'excès de nationalisme : les régimes fascistes se considèrent comme des peuples investis d'une mission historique ou épique. Le discours et les manifestations à caractère nationaliste font partie de la vie sociale des citoyens-nes ;
- Le mépris pour la reconnaissance des droits de l'homme : le peuple endoctriné sous un régime fasciste accepte naturellement la suppression des droits au motif de l'intérêt national menacé par des ennemis-es ;
- L'identification d'un-e ennemi-e national-e ou d'un bouc émissaire qui est la cause des difficultés que vit la Nation ou la menace ;
- La prééminence de la force militaire ;
- le machisme et le sexisme dans les mœurs ;
- Le contrôle strict des mass médias ;
- L'obsession de la sécurité nationale ;
- l'interférence entre la religion et l'État ;
- La connivence avec l'aristocratie économique qui soutient le régime ;
- La suppression des droits syndicaux ;
- Le mépris pour l'art et la culture ;
- La police et la police politique toutes puissantes ;
- La corruption ;
- Les élections frauduleuses.

Plus qu'un parti politique, s'il y a un régime qui symbolise le fascisme en Haïti, c'est bien le régime des Duvalier. Avec un discours politique axé sur la couleur de la peau, le régime des Duvalier trouve sa base sociale dans la petite bourgeoisie noire et le sous-prolétariat désœuvré des villes. Mais, très vite, avec la création de la milice du corps des Volontaires de la sécurité nationale (VSN), la base sociale du régime va s'étendre à la paysannerie.

Épousant les discours fascistes de l'époque, les Griots (Diaquoi, Denis, Duvalier), avant même l'arrivée de Duvalier au pouvoir, ont été taxés de fascisme (Bellegarde, 1941 ; Roumain 1934). Contrairement au fascisme européen qui voit l'ennemi de la nation plutôt à l'extérieur, le fascisme duvaliériste voit l'ennemi à l'intérieur même de la nation (mulâtres, *kamoken*, communistes). Comme le fascisme européen, ils vont adapter les thèses racialistes pour défendre l'idée que les Haïtiens-nes sont des hommes/femmes déterminés-es non pas par leurs conditions historiques et économiques, mais par leurs gènes africains. De là sont permises toutes les dérives : négation de tout droit aux citoyens et citoyennes, culte de la personne du chef (Duvalier) qui incarne la nation, contrôle strict des mass médias, encadrement de la population par la police politique, la milice macoute (VSN) et l'armée, répression systématique, droit de vie et de mort sur tout-e citoyen-ne en n'importe quelle circonstance.

## 2. Discours idéologiques en Haïti

---



### 2.1. Historique

Le discours idéologique en Haïti peut être rattaché aux discours idéologiques d'avant l'Indépendance dont certains sont le prolongement du discours esclavagiste et raciste de l'époque coloniale ; et d'autres, comme le serment du Bois-Caïman, en sont le plus évident rejet. Tout au long de la période révolutionnaire (1791-1804), la confrontation idéologique à la fois de classe et de race prend sa forme extrême dans la guerre ayant abouti à l'indépendance du pays.

La construction du nouvel État dans le sillage du caporalisme agraire, de l'absolutisme militaire (Toussaint, Christophe, Boyer) et du paiement de la dette de l'Indépendance a profondément marqué la société haïtienne et l'espace physique du pays. Il en a résulté la négation de tout droit à la majorité de la population. Pendant que les pouvoirs à Port-au-Prince se font et se défont à coups de baïonnettes, des penseurs-es politiques opinent et proposent des solutions pour sortir le pays dans la spirale où le départ sanglant l'a plongé.

Beaubrun Ardouin est l'idéologue le plus représentatif de la période allant de 1806 à 1844. Il tente de présenter les faits historiques découlant de la guerre de l'Indépendance. Il essaie de justifier le paiement de la dette par la nécessité du rapprochement avec la France. Il dénie aux anciens-es esclaves toute velléité de s'affranchir de l'esclavage par eux-mêmes. Ardouin, en ce sens, témoigne de l'état d'esprit des éléments de sa classe. Ardouin nous permet de comprendre comment une classe sociale a pu reprendre à son compte le discours colonialiste. Il montre également la base idéologique avec laquelle s'est opérée la mise à l'écart d'une partie de la population après l'assassinat de l'empereur Jean-Jacques Dessalines.

Jouant la politique de doublure, le discours « jaune », a dominé la scène nationale jusqu'à l'arrivée de Soulouque au pouvoir. Il a fallu attendre Edmond Paul pour qu'un nouveau discours remette en question les pratiques politiques et les mœurs économiques du pays, caractérisées par l'incompétence, la corruption et la braderie des intérêts du pays.

Face au désarroi et la gabegie administrative, des penseurs du Parti libéral se sont évertués à formuler des propositions pour l'administration de l'État. Rapidement, leurs propositions ont été réinterprétées pour servir d'idéologie à une aile de l'oligarchie nationale. À l'idéologie « le pouvoir au plus capable », le Parti national, de tendance noiriste, a répondu « le plus grand bien au plus grand nombre noir », contestant par-là même la prétention de « plus capable » des libéraux et réclamant à leur tour « le plus grand bien » dont l'oligarchie mulâtre s'est toujours prévalu en tant qu'héritiers directs des anciens colons.

Il convient de noter, qu'il s'agisse des penseurs du Parti libéral (Delorme, Paul, Firmin) que de ceux du Parti national (Marcelin, Janvier), que tous ont été victimes de l'absolutisme. Le Parti libéral n'a pas survécu à l'insurrection de Miragoâne en 1883 ; et, une année plus tard, c'était le tour des nationaux de faire l'expérience de la répression du pouvoir.

En 1915, les Américains débarquent pour imposer leurs lois. Les Cacos de la plume, après l'assassinat de Charlemagne Péralte, vont continuer le combat à la faveur des conférences de Jean Price-Mars qui fonda, avec Sténio Vincent et Perceval Thoby, le Parti de l'Union patriotique haïtienne en 1920. Ce parti établit ses réseaux à travers le pays. Le parti revendiqua plus de 35 000 membres à travers le pays (Ameringer 1999, p. 369).

« Les contumaces de l'affaire d'Ogé et de Chavanne influèrent néanmoins sur la révolte des Noirs du Nord dont ils devinrent d'ardents auxiliaires. Cette révolte coïncida avec la prise d'armes des Mulâtres dans l'Ouest, et l'insurrection s'étendit bientôt après dans le Sud. »

La publication d'*Ainsi parla l'Oncle* (1928) de Jean Price-Mars aura une grande influence sur tous les courants idéologiques (nationalisme, indigénisme, socialisme et noirisme). Il faut remarquer également que c'est sous l'occupation américaine qu'on a vu surgir de nombreux partis politiques à tendances socialistes ou marxistes. Parmi les plus connus, on peut citer le Parti communiste haïtien fondé en 1932 par Jacques Roumain, Christian Beaulieu, Étienne Charlier, Anthony Lespès et Dorléan Juste Constant. En 1934 a été fondé le Parti de la Réaction démocratique de Max Hudicourt, Marcel Hérard, Jean F. Brierre, Lys Dartiguenave et Georges Rigaud. La loi anticommuniste de Lescot n'a pas eu raison des partis marxistes qui continuèrent à occuper les devants de la scène politique. En 1946, Jacques Stephen Alexis, René Depestre, Théodore Baker,

Rodolphe Moïse, Gérard Bloncourt et Gérard Chenet fondèrent le Parti démocratique populaire de la jeunesse haïtienne, qui provoqua les Cinq Glorieuses de la Révolution de 1946 et qui vit l'émergence de la petite bourgeoisie noire urbaine sur la scène politique.

En 1954, Jean-Jacques Dessalines Ambroise fonda le Parti populaire de libération nationale (PPLN). Entre-temps, dans la flambée des luttes de couleurs au cours des élections de 1957, un nouveau Parti communiste haïtien, sans aucun rapport avec le PCH de Jacques Roumain, voit le jour. Il s'allie à Duvalier pour faire échec au Parti d'entente populaire (PEP) de Jacques Stephen Alexis qui soutenait la candidature de Louis Déjoie à la présidence en face de François Duvalier.

## 2.2. Théoriciens haïtiens de la politique

Les théoriciens renvoient à un groupe de penseurs haïtiens du XIX<sup>e</sup> siècle qui sont réunis sous ce vocable à partir de la publication de l'essai de Demesvar Delorme, intitulé *Les Théoriciens au Pouvoir*. Brillants intellectuels, ces penseurs, dotés de solides formations académiques, vont réfuter les thèses racistes des détracteurs du pays avec les outils de l'analyse scientifique disponibles à l'époque. Mais, sur le plan intérieur, ils vont également essayer, sans succès, d'orienter l'administration de l'État et de l'économie nationale sur des bases plus rigoureuses du point de vue économique et de la gestion de l'État. Parmi ces théoriciens, figurent Demesvar Delorme lui-même, Edmond Paul, Hannibal Price, Frédéric Marcelin, Anténor Firmin. S'ils ont pu polémiquer avec les détracteurs du pays, ils ont tous piteusement échoué dans leur tentative de transformer l'État parce que leurs pensées n'ont jamais pénétré, de façon critique, aucune couche sociale de la société haïtienne de manière à en faire un levier pour la transformation sociale. Leurs écrits, limités à une élite intellectuelle, ont été accueillis avec indifférence par une population qui n'avait aucun moyen de s'approprier les idées nouvelles qu'ils voulaient promouvoir pour transformer la société. Toujours est-il que, pour devenir une idéologie, une pensée doit être partagée dans une classe sociale.

### Beaubrun Ardouin (1796-1865)

Dans les 11 tomes des *Études sur l'histoire d'Haïti*, Beaubrun Ardouin analyse les faits historiques de la période révolutionnaire à partir de sa position de classe et ses préjugés de caste et de couleur.

Le discours d'Ardouin est capital pour comprendre comment, à la suite d'une révolution incomparable, une classe sociale est parvenue à mettre en place l'un des systèmes sociaux les plus inégalitaires, les plus injustes, et qui soit à même de résister à toute volonté de transformation. Ce qui ressort de son analyse du discours idéologique peut se résumer comme suit :

- c'est l'entêtement des colons blancs à refuser aux Affranchis les différents droits que la métropole leur reconnaissait qui a provoqué la séparation de Saint-Domingue de la France.

« S'ils avaient voulu reconnaître à ces derniers [Affranchis] les droits à l'égalité politique, il est à présumer que l'esclavage des noirs eût été maintenu longtemps encore, par la coalition des intérêts de tous les hommes libres. »

(Ardouin 1855, p. 126)

- Les esclaves ont été manipulés. La décision de se révolter ne pouvait venir d'eux-mêmes.
- Un rapport condescendant avec les esclaves noirs, incapables par eux-mêmes d'envisager la liberté.

« Sans doute, un adoucissement eût été porté au sort des masses, les hommes de couleur ayant prouvé leurs désirs et leur intention à cet égard ; mais on n'y aurait procédé qu'avec lenteur »

(Ardouin 1855, p. 126).

« La nomination de Lambert, enfin, fut inspirée par cette raison, qu'il fallait donner, même aux Noirs esclaves, l'idée de l'inévitable réhabilitation de leur classe, dans l'organisation politique que subirait Saint-Domingue dans un avenir plus ou moins éloigné. »

(Ardouin 1855, p. 198)

« Quelques centaines de ces esclaves... considéraient et devaient considérer les hommes de couleur comme leurs protecteurs naturels. »

(Ardouin 1855, p. 203-204)

- Le rapprochement à la France justifie le paiement de la dette de l'Indépendance.
- Les conflits d'intérêts économiques et politiques de classe entre les anciens libres et les nouveaux libres sont absents dans les analyses d'Ardouin. Il se base sur les traditions locales où dans le Nord les hommes seraient enclins

à être des monarchistes et les Affranchis de l'Ouest et du Sud seraient des hommes qui luttent pour le triomphe des idéaux de 1789 ; ce sont ces différences issues des traditions locales qui créent les rivalités.

En conclusion, le discours de reniement d'Ardouin explique le renoncement d'une classe sociale à ses obligations historiques pour choisir le néocolonialisme sous toutes ses formes. Les anciens libres ont repris à leur compte les thèses et les pratiques politiques des colons blancs.

### Demesvar Delorme (1831-1901)

« Cette patrie, plus elle est malheureuse, plus je l'aime et la chéris ; plus on la juge mal à l'étranger, plus je sens pour elle d'affection et de dévouement. »

(Delorme 1873, p. 109)

Très méthodique, Demesvar Delorme est le théoricien qui, comme homme d'État, a tenté d'appliquer sa vision de transformation de l'État par le développement de l'agriculture. Pour Delorme, l'agriculture est la principale source de richesse du pays, si ce n'est l'unique remède aux maux auxquels était confronté l'État haïtien à son époque. Dans un pays où les gens n'ont pas l'habitude du crédit, c'est à l'État de jouer le rôle de promoteur du crédit qui permettra de créer les entreprises agricoles. Malheureusement, le gouvernement de Salnave dont il a fait partie a connu les pires convulsions révolutionnaires que le pays ait connues.

Trois préoccupations ont occupé la pensée idéologique de Delorme : les emprunts à répétition qui appauvrissent le pays ; l'absence de vision dans la conduite des affaires de l'État ; et la menace impérialiste des États-Unis. À tous ces maux, Delorme ne voit qu'une seule solution : le développement de l'agriculture par l'application des technologies modernes de culture et l'introduction de la mécanisation.

« Les pays de l'Amérique, les colonies européennes de l'Océanie et de l'Asie, où le travail forcé est aboli, sont devenus plus prospères qu'au temps de l'esclavage, grâce à l'emploi des instruments d'exploitation et des machines, qui ont centuplé les résultats produits autrefois par la force des bras. »

(Delorme 1873, p. 7)

Pour Delorme, la paix sociale est une condition indispensable au développement du pays. S'il y a des insurrections à répétition dans le pays, c'est parce que l'État représente la seule source d'emploi.

« L'activité publique n'étant pas portée par l'action des gouvernements vers la source naturelle de la prospérité du pays, chacun voulut chercher son bien-être dans les places lucratives au moyen des insurrections. »  
(Delorme 1873, p. 18)

Pour corriger cette situation, il s'adresse aux absentéistes :

« Que les hommes éclairés du pays cessent de consumer leurs efforts dans les villes dans un négoce précaire, où tout le monde s'est jeté, faute de mieux, et qu'ils portent leurs lumières et leurs ressources dans les campagnes, qui, bien dirigées, leur offrent, avec la fortune, qu'ils cherchent en vain ailleurs, une situation indépendante, tranquille, élevée, considérée, ainsi qu'une influence légitime dans l'administration de leur pays. »  
(Delorme 1873, p. 110)

Avec l'annexion de la province de Samana, en République dominicaine, par les États-Unis, Delorme fait état de son appréhension de la menace impérialiste :

« Vous avez à vous tout le nord du continent de l'Amérique, toute la moitié d'un monde ; et cela ne vous suffit plus ; et vous voulez encore ravir à un petit peuple qui ne vous nuit pas le coin de terre qui lui appartient. »  
(Delorme 1873, p. 130)

Une fois de plus, mieux que les traditions guerrières, c'est encore l'agriculture qui donnera aux Haïtiens le moyen de résister contre ceux qui menacent la souveraineté du pays :

« En politique, prendre les gens par le sentiment ne mène à rien. C'est en vous mettant, Haïtiens, en état de vous défendre, que vos raisons seront écoutées et que vos droits seront respectés. Nous n'avons pas besoin de faire trembler des empires ; mais nous avons besoin de rester maîtres chez nous ; et nous pourrions, et nous pouvons, en développant notre activité à notre tour, en faisant tout simplement rapporter à notre terre les richesses qu'elle nous offre, devenir bientôt capables de faire respecter nos foyers sans recommencer la guerre des montagnes. »  
(Delorme 1873, p.131-132)

Le discours de Delorme est adressé aux intellectuels et à la petite bourgeoisie des villes avec qui ils pensent transformer la société en faisant d'eux de véritables entrepreneurs agricoles. Malheureusement, les intellectuels ne sauraient constituer une classe sociale à eux seuls.

### Edmond Paul (1837-1893)

Edmond Paul est celui qui, le premier, a proposé un bilan des méfaits du caporalisme agraire.

« Nos premiers législateurs, dans la confusion des choses de leur temps et dans la précipitation d'asseoir notre ordre public, ont creusé un fossé, par inadvertance, admis toute une distinction quant à l'exercice de la liberté civile, entre le peuple des campagnes et celui des villes, d'où nous sont venus des maux incalculables et de tous genres, maux politiques, intellectuels et économiques. Il sied au caractère national que ce fatal régime d'exception cesse, que la ligne de démarcation entre le citadin et le campagnard s'efface, que le régime de droit commun régisse, comme en tous autres pays, tous les citoyens de la République indistinctement. »

(Paul 1896, p.18)

Edmond Paul est le fondateur du Parti libéral qui prône l'industrialisation du pays. Deux idées phares nourrissent l'idéologie de ce parti : le refus de l'absolutisme politique et l'industrialisation du pays. Mais la farouche opposition du parti face au gouvernement de Domingue en 1874 va porter les partisans du gouvernement à créer le Parti national en exploitant à fond le thème de la couleur épidermique.

« Il est vraiment urgent, en vue de la conduite tant des affaires privées que des affaires publiques qu'une partie de la jeunesse soit instruite selon un mode qui abrège le temps et dote nos carrières spéciales de la capacité professionnelle... Il nous faut penser à résoudre chez nous le problème de l'Instruction publique par la Raison et la Logique, pour procurer à la généralité de nos jeunes gens une instruction. »

(Paul 1896, p. 22)

### Louis Joseph Janvier (1855-1911)

Membre du Parti national, penseur prolifique du XIX<sup>e</sup> siècle, aucun n'a été aussi incisif que Louis Joseph Janvier. Quittant le pays à l'âge de 22 ans, il a vécu presque tout le reste de sa vie à l'extérieur du pays. C'est bien loin du pays qu'il a mené le combat intellectuel pour réfuter les thèses racistes élaborées en Europe

pour les besoins de l'impérialisme naissant qu'il n'hésite pas à dénoncer non plus. Anthropologue, il s'est inspiré de la situation sanitaire du paysan haïtien qui ne connaît pas la tuberculose pour dénoncer les thèses racistes sur la tuberculose.

Louis Joseph Janvier est le premier à articuler sa pensée politique autour d'une classe sociale, la paysannerie, dont il fait remonter les revendications à la Révolution de 1843. Il trouve dans l'organisation de la société la cause des incessantes insurrections dans le pays.

Durant la guerre civile de 1883, Louis Joseph Janvier, quoique vivant à l'extérieur, est au courant des événements politiques qui secouent le pays, il défend la position du gouvernement Salomon avec une remarquable dextérité. C'est fort de son intelligence, et de son aura académique qu'il conteste aux libéraux leur thèse de « plus capables ».

« Une nation a le droit et le devoir de se défendre contre ceux qui l'empêchent de vivre, qui l'empêchent de progresser et qui, sous le manteau d'un libéralisme hypocrite, conspirent sa perte. Le vrai libéralisme se reconnaît en ce qu'il respecte la loi et la volonté nationale et en ce qu'il n'en attaque les manifestations que par la plume et la parole. »

(Janvier 1884, p. 181)

Louis Joseph Janvier trouvait anormal que les écrivains haïtiens ne s'inspirent de la réalité sociale du pays pour la dénoncer. En ce sens, il annonce Jean Price-Mars.

### Jean Price-Mars (1876-1969) et l'indigénisme

Voici comment René Depestre présente ce qui allait devenir le mouvement indigéniste en Haïti :

« Dès 1920, Jean Price-Mars, cinq ans après le débarquement de “ marines ” qui recolonisait Haïti, demandait dans des conférences à ses compatriotes de l'intelligentsia d'assumer l'héritage africain du tronc de l'haïtianité que l'oligarchie dominante avait fait toujours renier. »

(Depestre 1980)

L'occupation américaine a provoqué un choc dans la société haïtienne. Les Haïtiens cultivés et aisés se sont trouvés rabaissés et humiliés par l'occupant qui les traite avec le même mépris qu'ils entretiennent à l'égard des Noirs aux États-Unis. C'est la crainte de la pénétration de la culture américaine dans la société haïtienne qui a alimenté les premiers discours « idéologiques » contre l'occupation américaine. Évoluant dans le déni de soi, les Haïtiens de l'élite, toutes tendances



confondues, se considéraient comme partie prenante de la culture française. Pour Dantès Bellegarde, c'est la « civilisation française » d'Haïti qui est menacée avec l'occupation américaine :

« La légitimité de cette culture nationale haïtienne — qui s'exprime au moyen d'un langage particulier, le français — est mise aujourd'hui en question. »  
(Bellegarde 1941, p. 13)

« Si nous voulons tenter une définition de la nation haïtienne, nous dirons que c'est “ un groupe ethnique d'origine africaine et française, de langue et de culture françaises, chrétien et en majorité catholique ”. Formant un État républicain indépendant... Nous appartenons à l'Afrique par le sang, à la France par l'esprit et aussi — dans une notable proportion — par le sang. C'est cette alliance qui fait notre personnalité nationale. Renoncer à cet “ esprit ”, ce serait nous amputer de la moitié de nous-mêmes. Notre choix est fait : c'est dans les voies de la civilisation française conçue dans sa pureté première que nous voulons marcher. »  
(Bellegarde 1941, p. 13)

À son retour en Haïti, Jean-Price Mars trouve une jeunesse totalement désemparée face aux vexations de l'occupant. Dans une série de conférences qu'il prononça à travers le pays, il parvint à mobiliser les Haïtiens autour de l'héritage africain qui est la composante majeure de l'âme haïtienne et qui fait également sa singularité. Les conférences de Jean-Price Mars ont été réunies dans son livre de référence *Ainsi parla l'Oncle*. Le discours de Jean Price-Mars va influencer plusieurs courants idéologiques dans le pays. Le nationalisme, l'indigénisme, le socialisme et le noirisme vont tous se réclamer de l'héritage de Jean Price-Mars.

### Le discours nationaliste

Le nationalisme haïtien n'a pas débuté avec l'occupation américaine. La plupart des penseurs haïtiens du XIX<sup>e</sup> siècle ont toujours alerté la société à propos de la menace de la perte de souveraineté qui guette le pays en raison de nos mauvaises pratiques politiques où l'étranger s'est toujours vu attribuer le meilleur rôle.

Le discours nationaliste haïtien est un discours de réveil patriotique et d'alerte, qui ne cherche qu'à protéger le pays contre les visées impérialistes des grandes puissances. L'occupation américaine met la société en situation de se défaire du carcan de l'occupation. Ainsi, le courant nationaliste haïtien va prendre deux directions diamétralement opposées. L'une conforme à la tradition de l'aliénation culturelle dans laquelle évolue la société haïtienne ; l'autre remet en question ces prétendus héritages culturels. De cette forme vont émerger un mouvement

culturel, l'indigénisme, et un courant politique qui se positionne pour la conquête du pouvoir, le noirisme.

### Les idéologues du noirisme

David Nicholls est l'un des écrivains ayant le mieux cerné les démarcations qui existent entre nationalisme, indigénisme et noirisme dans l'Haïti de l'occupation américaine 1915-1934. Dans une analyse des luttes politiques de cette période, il a clairement établi les distinctions entre ces trois formes de courant de pensée. Si l'indigénisme et le nationalisme étaient dirigés contre l'occupation américaine, le noirisme, tout en exploitant à fond les thèses indigénistes, va épouser les thèses racistes d'inspiration biologique à la mode avec la montée du fascisme en Europe et dans le monde. Si le nationalisme et l'indigénisme étaient dirigés contre l'occupation et le bovarysme, le noirisme va se focaliser sur « la classe » des mulâtres qui ont perverti la démocratie à leur profit exclusif de classe. D'après David Nicholls (1975) :

« Les écrivains noiristes bâtirent une théorie politique sur la base de leurs idées biologiques, psychologiques et sociales. Ils soutenaient que le pouvoir politique devait être arraché des mains des politiciens de l'élite, et que devait se former une alliance entre la classe moyenne, en plein essor, et les masses. »

Mieux que cela, rien ne pouvait être aussi clair que leur mépris pour la démocratie ; le cauchemar à venir était déjà annoncé dans les écrits de ces auteurs cités par Nicholls :

« Le peuple est effectivement souverain, mais la démocratie représentative remet le pouvoir, en fait, entre les mains d'une clique d'intrigants. Ce dont Haïti avait besoin, c'était une dictature noire énergique exercée dans l'intérêt des masses. »  
(Nicholls 1975, p. 664)

## 2.3. Spécificités haïtiennes relatives aux idéologies

### Recul de l'idéologie et aliénation

On serait tenté de croire qu'en Haïti, on fait de la politique sans idéologie. C'est totalement faux. Les acteurs politiques, même lorsqu'ils sont motivés uniquement par les gains matériels ou honorifiques que la politique peut leur apporter, partagent un discours avec d'autres personnes dans la société et ont des références qui les motivent.

L'aliénation idéologique est la situation de l'homme privé de la maîtrise de sa conscience historique. Si le discours partagé n'avait aucun rapport avec le vécu de l'intéressé ou son environnement social immédiat, il traduirait son niveau d'asservissement.

Les sections qui suivent énumèrent quelques tendances qu'on retrouve généralement chez l'acteur politique haïtien.

### Surdétermination

Dans un souci d'équilibre, les prises de décision en politique devraient être conditionnées par plusieurs facteurs. Il en est de même de la démarche de la construction d'un profil idéologique. La surdétermination est le fait que les acteurs politiques en situation de décider accordent une importance démesurée à un problème particulier, à des facteurs particuliers ou à des considérations d'ordre conjoncturel plutôt que de prendre en compte la complexité de la réalité et l'étendue des exigences du moment. Beaucoup de tendances constatées dans les pratiques politiques haïtiennes relèvent de la surdétermination. Par exemple, les acteurs politiques haïtiens accordent plus d'importance aux manœuvres politiques qu'aux actions concrètes qui ont un impact réel sur la société. Prenons le cas des citoyens d'une circonscription constituée de deux communes devant élire un-e seul-e candidat-e. Souvent, ils font leur choix sans nécessairement peser leurs décisions à partir d'un certain nombre de critères objectifs tels que l'instruction, la compétence, l'honnêteté, la maîtrise des dossiers, la connaissance du milieu, l'ouverture d'esprit, l'absence de préjugés et le sens du compromis.

### Manichéisme

Le manichéisme est une doctrine religieuse selon laquelle le bien et le mal sont deux principes fondamentaux, égaux et antagonistes (voir *Le Petit Robert 2015*). Les expressions « bon bò » (bon côté), « move bò » (mauvais côté), secteur démocratique versus secteur anti-changement, démocrates et faux démocrates sont des exemples du manichéisme en Haïti. Mais la manifestation la plus évidente du manichéisme en Haïti est l'attitude des citoyens par rapport au pouvoir en place. Selon que l'on est un partisan ou un opposant au gouvernement, toutes les décisions et actions du gouvernement seront considérées à travers un comportement manichéen où le « bien » s'oppose au « mal ». La plupart des citoyens, le plus souvent, ne tiennent pas compte du fait que ce sont les mêmes acteurs politiques qui se recyclent à tour de rôle dans le bon ou le mauvais rôle, selon le type de relation qu'ils entretiennent avec le pouvoir. En d'autres termes, un acteur politique est considéré du « bon bò » s'il est jugé par un citoyen qui se reconnaît dans ses choix politiques ; il sera considéré du « move bò » si ses choix lui déplaisent. Aucune considération ne sera faite du bilan de l'action politique passée de l'acteur politique ; seul importe l'alignement sur les choix politiques

« changeants » dans le moment politique considéré. En dehors du manichéisme, on peut identifier d'autres variantes idéologiques.

### Préjugé de couleur

Le préjugé de couleur est un phénomène complexe en Haïti, tantôt il fait appel à des éléments subjectifs, tantôt il rentre dans des catégories objectives. Depuis l'époque coloniale, les considérations de race, d'ethnie et de couleur ont été des éléments fondamentaux dans l'édification du système esclavagiste. Avec la période coloniale, les préjugés de couleur ont toujours servi comme fond de guerre en politique. Par la suite, divers gouvernements vont s'en servir pour éliminer leurs opposants politiques.

Parti national et Parti libéral sont, en Haïti, les expressions d'une forme de pratiques idéologiques axées sur la couleur de la peau bien avant l'Indépendance. Ces deux courants s'identifient tant soit peu à leur base sociale, sans pour autant tabler sur l'exclusivisme coloriste ; d'ailleurs, les deux noms ne font référence à aucune couleur en particulier. Ceux qui réclamaient « le pouvoir aux plus capables » exprimaient le souci d'une administration rigoureuse et saine de l'État. Mais les petits fils d'anciens colons « blancs » et d'anciens libres et les membres du Parti libéral — qui se trouvent être parmi les Haïtiens les plus fortunés et les mieux éduqués de la société haïtienne de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle — vont se faire piéger en transformant une formulation sur la nécessité de l'efficacité de l'administration publique en un discours idéologique. Il convient de remarquer également que le slogan lui-même portait toute sa charge idéologique. Qui trouverait à redire de réclamer l'administration aux plus compétents ? À cela, leurs adversaires politiques vont répondre « le plus grand bien au plus grand nombre » en créant le Parti national.

Si on peut trouver une littérature traitant de la question de la couleur chez les noiristes, principalement avec les griots, il existe très peu de documents traitant de la question de couleur chez les mulâtristes.

Le principal théoricien de la « race jaune », ainsi que l'élite mulâtre se voyait dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, était Beaubrun Ardouin. Les années 1930 offrent un corps d'idées traitant de la question de couleur chez les noiristes. Ils vont avoir en face d'eux Dantès Bellegarde qui se présente, non pas comme un défenseur de la cause mulâtre, mais plutôt comme un défenseur de la culture française et catholique en Haïti.

Efficace sur le plan de la communication, l'idéologie coloriste peut être servie à toutes les sauces. L'économie formelle du pays (banque, assurance, import-export) est contrôlée par quelques familles venues de l'étranger (France, Italie, Syrie, Liban, etc.) dont les descendants ont le teint clair pour la plupart. Vivant en vase clos, ces communautés ont des rapports très limités avec le reste de la population. Aveuglés par les préjugés de couleur, certains Haïtiens ne peuvent pas faire la différence sociale et économique entre une personne à teint clair de la bourgeoisie



locale et un autre Haïtien qui n'a eu la peau claire que par les caprices de la génétique.

### Rural et urbain

La dichotomie de noir et mulâtre se superpose à celle du rural et de l'urbain. Déjà avec Edmond Paul, le dépassement du couple binaire ville/campagne était un enjeu idéologique. Le caporalisme agraire a marqué l'espace physique haïtien en excluant une bonne partie de la population des services que tout État responsable doit fournir à sa population. Inventer le discours et entrevoir la ligne d'action qui permettra de sortir le pays de la paupérisation générale est également un enjeu dans le champ idéologique.

### Mysticisme

Ce qui caractérise le mysticisme, c'est l'absence de rationalité objective dans la démarche. Le mysticisme en politique est la tendance à recourir aux explications religieuses pour corroborer ses actions ou ses choix politiques. Le mysticisme, à lui seul, pourrait se constituer comme une idéologie, s'il était soutenu par une pensée structurée et construite. Le mysticisme peut prendre plusieurs formes, par exemple par l'utilisation de la numérologie, comme les dates du 22 pour les duvaliéristes (certains parlent de la mystique du 22). Certains candidats trouveront des algorithmes de calcul basés sur leur date de naissance pour présenter leurs destins politiques à la population. D'autres diront que Dieu leur a confié en songe la mission de sauver le pays. À côté des formes cocasses de mysticisme, il y en a d'autres qui sont destructrices, car elles véhiculent l'idée que l'action des Haïtiens sur leur destin politique n'est d'aucune utilité parce que seul Dieu peut sauver Haïti. Cette idée très répandue maintient la population dans la dévotion religieuse permanente, quand ce n'est pas dans la passivité intellectuelle.

### Facho-macoutisme

Il est courant d'entendre dire que le duvaliérisme s'est poursuivi dans les pratiques politiques du pays après 1986. Cependant, on ne saurait comparer la réalité politique du pays en 2016 par rapport à ce que le pays a vécu sous la dictature des Duvalier 1957-1986. Le macoutisme s'apparente au fascisme sur plusieurs aspects tant du point de vue idéologique que par ses méthodes.

### Diverses formes de sectarisme

Le sectarisme correspond au comportement de l'acteur politique qui ne peut dialoguer ou travailler qu'avec les personnes ou les groupes qui partagent ses vues sur la conduite des affaires de l'État. Certaines fois, les acteurs politiques conçoivent l'administration de l'État à partir de la façon dont ils peuvent intégrer ou exclure certaines compétences à partir de leur lien de filiation ou de fidélité.

Certains hommes parvenus au pouvoir pratiquent le tribalisme en amenant avec eux les membres de leur famille, de leur cercle d'amis. D'autres ne font confiance qu'aux membres de leur clan.

En conclusion, pour traiter de la question de l'idéologie des partis politiques haïtiens, nous avons dû remonter au temps de la Révolution française de 1789 et de la révolution industrielle en Europe. L'Europe a vu émerger de nouvelles formes d'organisations sociales comme les syndicats et les partis politiques qui se sont propagés à travers le monde. Ce modèle européen continue de servir de référence, du moins à travers le spectre gauche-droite qui l'accompagne.

Nous avons vu comment, avec Ardouin, s'est constituée une idéologie du reniement et de l'exclusion en Haïti. Le XIX<sup>e</sup> siècle a vu l'apparition des deux premiers partis politiques haïtiens, le Parti libéral et le Parti national. Sans bases sociales réelles dans la population pour porter ces valeurs, ces partis n'ont servi qu'à représenter les intérêts des deux branches de l'oligarchie nationale s'affrontant autour de la question de couleur.

Avec l'occupation américaine, un tournant va s'opérer en Haïti sur la façon dont l'élite haïtienne se voyait dans le monde. À l'exception de quelques rares théoriciens qui vont rester attachés à l'idée de la culture française d'Haïti, un retour sur soi va émerger dans le discours politique. Ce retour a pris les formes du nationalisme et du noirisme dans la politique et de l'indigénisme dans la culture.

Pour de multiples raisons, les partis politiques peinent à pénétrer dans la population et à constituer une base sociale stable. Mais la raison principale est que le discours politique haïtien n'arrive pas à formuler les attentes des diverses couches sociales de la société de manière à les mobiliser pour les transformations attendues. Tant que cette alchimie ne sera pas trouvée, les dérives que nous regrettons dans la pratique politique haïtienne resteront la norme.

### 3. Compte rendu des entretiens sur l'évolution de l'idéologie

---



À côté de femmes telles que Marie-Denise Claude, Guerda Désir Benjamin Alexandre, Danielle Saint-Lot, Judie C. Roy et Javeline Saint-Albor sont intervenus des hommes tels que Branly Claude Ogé, Mozart Deroneth, Victor Benoît, Michel Soukar, Gabriel Hérard et Harry Marsan.

Il est utile de noter aussi la participation à ces débats des personnalités politiques telles que Turneb Delpé, médecin, Charles-Henry Baker, entrepreneur et chef de parti, Marie Evelyne César et le professeur Victor Benoît pour ne nommer que ceux-là.

Les dix émissions radiophoniques, recueillies sur CD, ont une durée totale d'une dizaine d'heures et leur verbatim retranscrit sur plus d'une cinquantaine de pages.

Si Madame Claude et Madame Benjamin Alexandre ont largement parlé de la problématique des femmes, elles dénoncent la discrimination dont elles et d'autres femmes sont victimes au sein des partis ou des institutions. Elles en ont profité pour lancer un appel pressant à toutes les femmes pour une action commune.

Madame Saint-Lot a, quant à elle, introduit la problématique des partis politiques en invitant les femmes à se rallier à son parti, le Parti haïtien tèt kale (PHTK). Madame Roy a parlé du Regroupement patriotique pour le renouveau national (REPAREN), alors que Madame Saint-Albor a tenté d'exposer le concept de libéralisme et du néo-libéralisme.

Le professeur Branly Ogé a développé le concept du nationalisme comme courant politique, tandis que le professeur Michel Soukar a axé son intervention

sur les partis politiques haïtiens du XIX<sup>e</sup> siècle. Victor Benoît et Gabriel Hérard se sont exprimés sur le capitalisme et le socialisme.

Guerda Désir Benjamin dénonce elle aussi la discrimination dont les femmes sont victimes. Cette discrimination ne vient pas seulement de l'incompréhension des hommes. Selon elle, c'est un fait social qui affecte également les relations entre femmes. Madame Benjamin évoque le cas des femmes de pouvoir qui profitent de leur situation et d'autres avantages sociaux pour opprimer d'autres femmes. Elle parle d'une part de femmes réformistes, favorisées et, d'autre part, de femmes laissées pour compte, les femmes des provinces en particulier. Alors que ces dernières sont méprisées et exclues, les femmes dites de classes aisées des villes peuvent jouer les bourreaux au détriment de leurs consœurs moins fortunées des mornes. De surcroît, Madame Benjamin souhaite un regroupement des femmes quand elles sont élues au Parlement en vue de faire front pour la défense des droits des femmes.

Quoi qu'il en soit, le discours idéologique est diversifié, varié et multiforme. Il est formulé et exprimé plutôt librement dans une langue qui tente de faire attention au destinataire éventuel. Souvent, le discours souffre de déficit de clarté et le locuteur, dans son improvisation et peut pécher par faute de précision.

Le discours idéologique, tel qu'on peut le repérer dans les interventions des différents interlocuteurs, peut être divisé en trois catégories : on peut parler, dans un premier temps, de discours militant. C'est le cas par exemple des interventions qui s'intéressent presque exclusivement aux questions de femmes et à l'équité de genres. Dans un deuxième temps figurent les discours axés sur les partis politiques et les énoncés de programme. Enfin, les exposés théoriques mêlant à la fois propos de militant, commentaires personnels et données techniques et historiques.

*La question des femmes* : Questionnée sur le sujet relatif au quota et au rôle des femmes au regard de la Constitution de 1987, Madame Claude a répondu en y amenant d'autres paramètres importants. Elle attire l'attention, par exemple, sur la résistance au changement rencontrée en général chez les femmes elles-mêmes et surtout chez les hommes. Elle insiste sur la lenteur des progrès des institutions dans un système dominé depuis plus de deux siècles par des pratiques machistes. Madame Claude a montré à partir d'exemples tirés des pratiques de son propre parti, le PDCH, la situation précaire des femmes concernant le partage des responsabilités. « Se faire une place dans les structures tant politiques qu'institutionnelles quand on est femmes implique une rude bataille. Il faut se tailler une place et se donner un droit de parole », insiste-t-elle.

« On ne tient pas suffisamment compte du fait que 52 % de la population haïtienne soient des femmes », déclare-t-elle dans son intervention. Il est d'autant plus facile de négliger cette injonction du quota de 30 % si nombre de femmes n'y accordent pas d'importance. Dans ces conditions, il est donc aisé pour un pouvoir dominé par des hommes de ne pas tenir compte du règlement. Dans cette

entrevue, Madame Claude déclare sans ambages qu'elle entend en faire son cheval de bataille. Aujourd'hui, clame-t-elle, c'est mon combat.

Elle renchérit : « Je crois qu'il doit y avoir un lien organique entre le pays et les femmes qui se consacrent à la politique à l'intérieur d'un parti ». Mais en Haïti, selon Madame Claude, les partis politiques ne favorisent pas l'intégration politique des femmes en leur sein.

Il semble qu'il y a un travail à faire à l'intérieur de nos institutions politiques pour faciliter l'intégration de nouvelles générations de femmes, de nouvelles figures, pour susciter d'autres modèles. Certaines femmes doivent aspirer en toute légitimité à devenir CASEC, ASEC, magistrates, députées, sénatrices et pourquoi pas présidente. Il importe de créer et de promouvoir des modèles de femmes.

Madame Claude entend contribuer à fédérer un mouvement de femmes issues de tous les partis politiques sans parti pris idéologique.

Il y a un travail considérable à faire au sein des partis politiques pour promouvoir l'intégration des femmes et les pousser tant à la formation politique qu'à un apprentissage des subtilités de leadership. C'est la seule voie d'initiation à la gouvernance pour ces femmes sans qu'elles ne soient obligées de se faire rançonner pour décrocher un poste de direction même au sein de leurs partis. Elle considère que les congrès sont des tribunes idéales d'échanges et d'évolutions devant permettre aux femmes d'accéder aux postes de commande et d'atteindre dans un premier temps le quota des 30 %.

Bien entendu, une telle disparité entre les hommes et les femmes en ce qui a trait aux charges politiques provoque chez certaines femmes un vent de découragement. En revanche, il existe aux dires de Madame Claude, d'autres femmes solides, déterminées et opiniâtres, ayant la volonté d'aller jusqu'au bout.

Le discours est, en apparence, un peu plus tranché chez Madame Guerda Désir Benjamin. Elle dénonce la discrimination. Elle estime que les femmes seraient des piliers sans la discrimination ; elle ne dénonce pas la discrimination seulement du côté des hommes, mais également du côté des femmes. Elle est persuadée que le travail devant favoriser l'équité de genre n'est pas achevé. Elle juge que les femmes de pouvoir ou celles qui gravitent autour du pouvoir encouragent le clivage.

Madame Benjamin dit considérer chez les femmes deux tendances. Elle voit des femmes réformistes, femmes de la capitale, par exemple, opposées aux femmes de la campagne. Elle déplore le manque d'unité entre les cinq femmes siégeant au Parlement haïtien, durant son mandat parlementaire. S'il avait régné entre ces femmes une certaine unité, elles auraient été de véritables ambassadrices pour d'autres femmes.

Et quand des femmes voudront être candidates, Madame Benjamin déclare qu'elle embrassera sans hésitation la cause de celles-ci et manifesterà sa pleine solidarité envers elles. Au Parlement, il ne sera pas question de poser uniquement le problème des femmes, mais tous les problèmes de la vie. Il faut se battre avec détermination pour gagner le combat et agir efficacement pour défendre non

seulement la cause des femmes au Parlement, mais encore dans la communauté, en toutes circonstances et sans relâche.

Madame Danielle Saint-Lot mise sur les femmes jeunes, dynamiques et motivées disposées et prêtes à œuvrer au sein de son parti, le PHTK. Elle considère pour sa part que le quota des 30 % est, à ce point de vue, un puissant stimulant. Elle a observé la présence de beaucoup de jeunes femmes dans la trentaine intéressées par la politique active ces dernières années. Elle saisit l'occasion pour faire la promotion de son parti et de la tenue des élections. Le parti, se félicite-t-elle, compte un directoire de 13 membres dont 6, entre autres la présidente, la vice-présidente et la porte-parole, sont des femmes. Elle parle avec satisfaction d'une nouvelle dynamique de la politique haïtienne débouchant sur une participation importante des femmes dans les postes de prise de décision. Le leadership de son parti se conjugue au féminin. Il en est de même, selon elle, des partis Fusion et Lavalas ayant des femmes à leur tête.

### 3.1 Présentation d'un parti

Le parti REPAREN, représenté par Judie C. Roy, propose un véritable programme politique ayant une philosophie, une vision, un objectif général et enfin une stratégie. Il s'agit, selon ses dires corroborés d'ailleurs par un document, d'un regroupement d'organisations se donnant pour objectif un renouveau dans la vie politique, économique et socioculturelle d'Haïti.

Théoriquement, le parti revendique le nationalisme dessalinien et, tout comme l'avait rêvé Dessalines, le parti refuse le favoritisme et l'exclusion ; au contraire, il prend fait et cause pour les déshérités.

Comme philosophie, le parti prône la recherche du bien commun dans la solidarité collective. À ce titre, l'objectif fondamental de REPAREN est de mettre la pauvreté en déroute à partir de trois éléments : le pouvoir économique de la population, le pouvoir culturel, le pouvoir social. Sans une articulation desdits pouvoirs suscités, le pouvoir politique, selon REPAREN, sont des mots vides de tout contenu.

Ce regroupement propose, en outre, la fédération des forces pour créer un élan, une dynamique capable de propulser par le canal de REPAREN la population largement écartée du pouvoir. Quelle est donc la stratégie mise en avant par REPAREN ? Il prône de lutter contre un système fondé sur l'inégalité par le favoritisme et l'exclusion. Comme conséquence, le peuple est sous le joug d'un pouvoir prédateur d'un régime d'État féodal ennemi de ses propres citoyennes et citoyens, rendus mineurs, exploités et indigents. REPAREN propose de changer le système ancien à partir d'une prise de conscience effective. Que chaque citoyenne et citoyen fasse sien le rêve de construction de la nation ; il faut à la population une vision commune et un projet à long terme à partir d'un grand mouvement de réconciliation. Cela suppose un plan d'interventions aménagé

dans un cadre précis, au service de tous les citoyens et citoyennes, mais porté et supporté par des femmes et des hommes du pays, pour un engagement effectif et résolu au service de la communauté, de la société et du pays :

1. Un État socialement juste, économiquement autonome et politiquement indépendant. D'ailleurs, selon REPAREN, c'est la seule façon pour le peuple haïtien de recouvrer sa pleine souveraineté pour changer le système durablement.
2. Le Regroupement propose un document de synthèse, véritable projet de société selon Madame C. Roy. L'édification de l'État-nation est présentée comme un nouveau projet qui consomme la rupture avec le régime ancien.
3. REPAREN propose de construire un nouveau pouvoir plus adapté doté d'un modèle de développement assumé et supporté par une population responsable en mesure de produire des richesses et d'offrir des opportunités pour tous.
4. L'État se fait stratège et va au-devant des besoins de la population avec des projets à long terme.
5. Dans un monde déconcentré et décentralisé, l'État stimule la création d'emplois et d'opportunités.
6. Il adapte à la nouvelle situation une stratégie de financement du budget du développement du pays débouchant sur une stratégie de réhabilitation socioéconomique en prenant en compte les catégories les plus vulnérables de la population.

Tout cela ne peut être possible qu'à travers la mise de l'avant de trois axes stratégiques : l'organisation de l'espace en pyramide, la valorisation de l'être et du patrimoine grâce à une production et une formation ciblée et la fidélisation du citoyen à son milieu pour faciliter la mise en place d'une dynamique de formation et de production dans un État comme locomotive ; l'État stratège est le seul à même de conduire le peuple à la reconquête de sa dignité perdue et à son relèvement.

En gros, la stratégie de renouveau de REPAREN débouche sur la création de chaque zone de développement de moyennes entreprises génératrices d'emplois.

### 3.2 Autres interventions

D'autres intervenants ont apporté leur contribution à ce forum : Claire Lydie Parent, Docteur Guy Théodore, Janin Leonidas, Henry Robert Sterlin, Hogline Pierre, Marie Évelyne César Jean Gué, Jean Pétion Favard et plusieurs autres.

Turneb Delpé, docteur en médecine, ancien militant, aujourd'hui dirigeant politique, a avoué qu'il faisait partie dans sa jeunesse d'un parti communiste. Il a plutôt fait un exposé historique sans entrer dans des débats relatifs à l'idéologie. Il estime que l'absence d'un prolétariat empêche l'implantation d'un parti communiste.

Il reconnaît que, pour qu'un prolétariat puisse exister, il faut une révolution industrielle facilitant l'éclosion des usines et le développement d'une masse de travailleurs et d'ouvriers conscients de subir l'exploitation. Après son engagement communiste, il avait rejoint le Mouvement national de Libération nationale (MNDLN) qui deviendra un peu plus tard un parti politique, avec l'idéal dessalinien pour boussole.

Quant à Charles Henri Baker, il situe volontiers le parti regroupement sitwayen pou espwa (RESPÈ) au centre tout en précisant que, selon lui, il y a de bons citoyens tant à gauche qu'à droite ; l'important, poursuit-il, c'est de faire travailler tout ce beau monde ensemble pour le bien du pays. Il y a, à la fois, des militants d'extrême droite tout aussi bien des communistes dans RESPÈ. Le parti entend offrir des moyens aux entrepreneurs et aux agriculteurs, très nombreux, pour échapper à la pauvreté et conduire Haïti vers la prospérité grâce à la remise en vie de la Banque nationale agricole et industrielle d'Haïti. C'est essentiellement par cet instrument de première importance que le parti parviendra à s'attaquer à la privation, à la maladie et à l'ignorance. RESPÈ entend mener un combat résolu pour gagner la bataille de l'éducation et de la santé.

Ont également participé à ces émissions radiophoniques d'autres femmes et hommes politiques de renom.

Mirlande Manigat du RDNP, se référant au problème de quota, pose le problème des mères célibataires comptant plusieurs enfants et qui se trouvent dans l'impossibilité de se consacrer à la politique. Elle n'en trouve pas là une excuse ni une justification, mais elle apporte un point non négligeable à verser au dossier de ce problème crucial. Elle complète son exposé en disant que « nous devons nous battre sans trêve pour gagner la bataille des 30 % d'autant plus ce n'est plus déjà un rêve ni dans certains pays d'Afrique ni dans d'autres pays scandinaves ».

Marie Evelyne César du Parti politik peyizan se situe dans une espèce de trilogie des valeurs : liberté, responsabilité et solidarité, avec un souci de performance et d'évaluation. Elle et son parti envisagent un pouvoir stable dans la paix et la sécurité et la justice sociale pour l'amélioration du sort des citoyens.

Jean Gué, Guy Théodore et Jean Pétion Favart apportent, chacun en ce qui le concerne, la parole de leur parti respectif, à partir d'une vision qui se veut ouverte et généreuse même si dans bien des cas, l'atterrissage paraît problématique. D' Guy Théodore du Mouvement démocratique de libération d'Haïti ou Parti du rassemblement démocratique d'Haïti (MODELH-PRDH) a déclaré sans ambages : en ce qui concerne le parti dont il est le président, il n'est ni de droite

ni de gauche ni du centre. Il se présente en tout et pour tout comme un parti au service de l'émancipation de l'homme et de la femme haïtienne.

Du côté des experts, le professeur Branly Claude Ogé axe son analyse sur le nationalisme comme courant politique. D'entrée de jeu, il définit le concept comme un courant de pensée politique selon certains ouvrages théoriques, avec pour objectif final de permettre qu'un parti ou un courant fidèle à sa ligne de pensée accède au pouvoir. Selon lui, le nationalisme est également un mouvement politique et, dans certains pays, le pouvoir s'exerce au nom de ce courant politique.

Il est vrai que, lorsqu'on parle de nationalisme, il convient d'en saisir les nuances. Dans un premier temps, le nationalisme peut être une manière exacerbée d'exalter la nation, c'est la Nation par-dessus tout avec une histoire ponctuée de fastes et de faits d'armes. La culture est valorisée, la nation, comme concept, est portée aux nues et les fidèles fanatisés sont tolérés dans toutes leurs actions, faites au nom et au bénéfice du pouvoir. Le professeur Ogé a pris l'exemple de l'Allemagne nazie qui a mis au premier plan la question raciale et il met le tout en phase avec le duvaliérisme. C'est, selon lui, un point fort du nationalisme exploité par le vieux dictateur qui explique sa perpétuation au pouvoir.

Aux dires du professeur Ogé, le nationalisme, vu comme idéologie, peut justifier l'anti démocratie contre la démocratie considérée comme source de division, de contradiction et de confusions. Le nationalisme est intolérant ; il prône la pensée unique. À toutes fins utiles, il rejette le système parlementaire, le jeu des contradictions dans la libre expression. Le nationalisme est contre l'exercice effectif des droits humains de même que la libre circulation des idées qu'il considère, en dehors des prescrits comme une source de désordres et d'instabilité. Le nationalisme est contre la multiplication des partis. Ainsi, l'Allemagne nazie ne comptait qu'un seul parti. Le citoyen du système nazi ne pense pas en dehors de ce que pense l'État. Le nationalisme est un courant, une idéologie politique autoritaire voire totalitaire. À ce titre, il entend contrôler toutes les formes d'expression de la pensée, de la page imprimée en passant par l'expression musicale (retenons le cas du nationalisme allemand avec Wagner). Ainsi, pour le professeur Ogé, il s'agit d'un courant intolérant fondé sur la mobilisation des masses grisées par des rêves de grandeur.

Javeline St-Albor a développé l'idéologie du libéralisme. Mozart Deroneth a parlé des systèmes de partis politiques. Pierre Manigat Junior est intervenu pour parler de démocratie.

### 3.3 Synthèse

Compte tenu du nombre important d'intervenants et de la diversité des points de vue, il serait plus utile d'opter pour une analyse globale. La question idéologique n'est pas abordée avec toute la précision voulue. Ce thème n'apparaît pas comme

un point central dans les préoccupations des acteurs. Elle apparaît en filigrane à des degrés divers, dans les interventions des uns et des autres.

Depuis les élections de 1990, les notions de droite, centre ou gauche ne sont plus opérationnelles ni à l'ordre du jour dans la pratique politique haïtienne. Les différentes interventions en font foi.

La cause des femmes est plaidée avec âpreté et intelligence certes, mais en dehors de toute orientation idéologique. Dans leurs discours, les femmes ont fait ressortir la nécessité pour celles-ci de se tailler une place sur l'échiquier politique. C'est la condition *sine qua non* de modernisation et d'humanisation de l'appareil d'État et des leviers politiques. La femme inspire la famille, fortifie l'État et est une source d'inspiration pour les partis politiques. Le problème de l'idéologie est tout simplement évacué.

Au nom d'une union illusoire, les hommes et les femmes politiques n'ont pas à se revendiquer d'une position de classes ou en fonction de leurs intérêts concrets. La militance est posée en termes de mise en commun, d'un entassement des forces antagoniques pour le salut du pays. Qu'il s'agisse de partis tels que REPAREN ou de RESPÈ, le problème n'est pas posé différemment. Les leaders politiques, hommes et femmes confondus n'essaient pas d'identifier ni d'évaluer des forces constituées capables de jouer le rôle de moteur pour construire un parti politique à vision idéologique en puisant dans la paysannerie, le secteur ouvrier et les différentes couches des classes moyennes.

Depuis 1957, il y avait une lutte de Duvalier sous prétexte de combattre les idées de gauche contre tout effort de clarification de la voie politique par l'idéologie. Mais force est de constater qu'il y a une absence de débats théoriques sur la question, pour ne pas dire un vide idéologique dans la classe politique en général et des partis politiques en particulier. Les transcriptions des interventions en font foi.

Le discours politique n'a pas de valeur sans l'action qui l'inspire et le nourrit ; et l'action sans la réflexion théorique qui l'enrichit et la renouvelle est sans avenir.

Ce travail sur les idéologies a requis les propos de femmes et d'hommes politiques qui sont soit des dirigeants-es, soit des membres actifs de partis politiques. Leurs prises de position ont apporté un vif éclairage sur l'état de l'idéologie dans l'évolution et la pratique politique en Haïti. Les questions de classes sont mises en veilleuse pour céder le pas à une conception plus proche d'une vision unitaire *tèt ansanm* vécue comme une obsession chez nombre de partis politiques. Tout se passe comme si une parole et une pensée magique suffisait pour changer l'ordre des choses.

Par exemple, le professeur Déroneth a largement expliqué l'organisation politique des partis et l'idéologie. Le journaliste Pierre Manigat Junior a développé, entre autres, le thème « programme » et a abordé la question des alliances et du compromis. La politique ne saurait être crédible sans une référence constante à la Constitution et dans le plus grand respect des institutions.

## 4. Pratiques politiques à la lumière des idéologies

---



Cette question sera traitée dans le cadre de partis politiques comme lieu de fermentation des idéologies politiques. Les révolutions qui se sont succédées dans l'histoire de l'humanité ont eu lieu sans la présence d'institutions dénommées partis politiques tels que nous les connaissons au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce qui lie les révolutions sans partis politiques à celles qui ont eu lieu avec des partis politiques, c'est la nécessité d'une base sociale pour soutenir l'action révolutionnaire. Tel a été le cas en France en 1789 et à Saint-Domingue de 1790 à 1804, ainsi que lors des différentes révolutions qui ont eu lieu au XX<sup>e</sup> siècle.

Le matérialisme historique explique les bouleversements sociaux à partir des conflits d'intérêts qui surgissent périodiquement dans les sociétés. L'analyse scientifique de la révolution industrielle met ainsi en valeur des bouleversements sociaux qui vont transformer les sociétés capitalistes au profit du prolétariat en lutte contre le capital autour de la répartition du profit généré par le capital et le travail. C'est dans ce contexte que les partis politiques ont vu le jour en Europe, soit pour donner un contenu politique aux revendications des travailleurs, soit pour faire obstacle à ceux-ci. En effet, partant de l'analyse marxiste de l'époque, les conflits autour du salaire créent les conditions de l'affrontement au sein du système capitaliste et de son dépassement, voire de sa fin avec le triomphe du prolétariat. C'est la masse des ouvriers qui a fourni sa base sociale à la social-démocratie et aux partis révolutionnaires.

L'action politique organisée ne peut se faire en dehors d'un environnement social précis. C'est en analysant leurs sociétés que les penseurs et les idéologues vont articuler des propositions de solutions adaptées qui permettront de dépasser les situations de conflits.

Ce sont les rapports de force qui déterminent les vainqueurs en politique, c'est-à-dire que ce sont les plus forts (politiquement, socialement, militairement) qui triomphent toujours. Mais la formulation du plan d'action du parti politique peut être également le lieu des compromis intelligents entre diverses classes sociales, qui sont conscientes de la limitation de leurs forces respectives et qui ont fait le choix de résoudre les conflits de classe dans la société en excluant, de prime abord, toute volonté de se détruire. Toujours est-il qu'un parti politique propose une solution à une ou à plusieurs classes sociales qui lui fournissent sa base sociale.

Que l'action politique se fasse sur le terrain de la confrontation aiguë ou violente, ou qu'elle ait lieu dans le cadre de compromis intelligents, aucun parti politique ne saurait exister sans base sociale. La base sociale du parti politique est une masse critique de citoyens qui peuvent influencer le destin politique de la société.

La base sociale d'un parti politique n'est pas la projection que le parti se fait de sa représentation dans la société. La base sociale du parti est déterminée par un engagement clair en faveur d'un ou de plusieurs groupes ou classes sociales dans la société. C'est également un pouvoir de convocation régulier. Le pouvoir de convocation est la capacité de la base sociale à répondre aux sollicitations du parti. Les manifestations de rue ne sont pas les seules formes de sollicitations qui peuvent témoigner de la présence d'une base sociale.

#### 4.1. L'idéologie comme construction

Nous aborderons cette partie du texte dans le cadre théorique d'un parti politique implanté dans sa base sociale. Nous avons choisi d'ignorer les partis politiques constitués par un petit groupe d'acteurs politiques, sans base sociale, dont le seul objectif est de parvenir au pouvoir pour occuper des fonctions politiques sans égard aux attentes des différentes couches de la société.

Le *Labour Party* anglais a été constitué par l'ensemble des membres d'une fédération syndicale en 1900. Dans le cadre de son développement, il est rare de trouver un parti politique comme le *Labour Party* qui a pris naissance avec toute sa base sociale. Le parti est une construction permanente entre sa base sociale et les membres du parti. Il en est de même de l'idéologie du parti. Cependant, avec les analyses des sociétés capitalistes au XIX<sup>e</sup> siècle, des courants de pensée se sont affermis à travers le monde. Les décideurs politiques ont à leur disposition tout un éventail de références idéologiques et de structuration politique.

Par ailleurs, un parti politique qui aspire à gouverner doit ouvrir son discours politique à d'autres groupes sociaux de la société en prenant en compte les demandes de transformations sociales exprimées par ces groupes. La politique étant l'art du possible, c'est en proposant des transformations qui tiennent compte des attentes des groupes les plus divers de la société que le parti arrive à se faire accepter et, par-là, à s'implanter dans une frange de plus en plus importante de la

société. De ce fait, le parti doit pouvoir se déterminer par rapport aux autres classes sociales ou groupes de la société, soit en multipliant les antagonismes, soit en recherchant les compromis acceptables.

Une idéologie répond à un besoin d'un groupe d'hommes à une époque. Le groupe se transforme ainsi que les besoins, de même, l'idéologie va connaître également un cycle de vie. Elle naît, elle évolue et disparaît.

### Poids de l'oligarchie

Le premier parti politique haïtien a vu le jour au cours de l'année 1867. L'intérêt de ce rappel est de montrer que les crises à répétition que connaît le pays ne sont donc pas dues à la présence des partis politiques. Elles découlent toutes du poids des intérêts économiques et politiques en jeu. Nous pouvons nous rappeler :

1. La lutte des Affranchis en 1790-1794 pour l'application de certains droits que la métropole leur avait reconnus comme libres. La défaite des planteurs blancs en 1791 a occasionné une première transformation sociale et politique en forçant les planteurs blancs et les autorités politiques de la colonie à reconnaître certains Affranchis comme égaux des Blancs.
2. L'insurrection des esclaves en 1791 a été faite autour du droit à la liberté et au respect de la dignité humaine. Après 13 ans de lutte, de nouvelles transformations se sont opérées dans la société.
3. Juste après l'Indépendance, de nouveaux conflits d'intérêts surgissent entre les anciens libres et les nouveaux libres autour de l'appropriation des terres des anciens colons.

Avec l'assassinat de Dessalines, les anciens libres reprennent l'initiative et modèlent l'État suivant leur vision sociale. Les généraux qui ont mené la guerre de l'Indépendance vont former avec les anciens planteurs affranchis une oligarchie qui va modeler l'État à leur vision de classe héritée du Code noir et de la société coloniale. Une nouvelle classe sociale a émergé pour remplacer à la fois les planteurs blancs et les administrateurs coloniaux. Elle prend le contrôle de l'État et ignore systématiquement toutes les aspirations au progrès des nouveaux libres.

Toutes les tensions sociales et les revendications politiques vont s'articuler idéologiquement autour de la question de couleur. Les questions touchant au progrès économique de toute la population n'ont jamais été une préoccupation pour l'une ou l'autre des deux branches de cette oligarchie. Qu'on se rappelle comment les deux branches de cette oligarchie ont fait alliance pour combattre le président Sylvain Salnave en 1867-1870 qui, sans aucun projet pouvant inquiéter les intérêts de l'oligarchie, par son seul charisme, avait pu se rallier les masses urbaines de la capitale en secouant leur léthargie.

C'est dans cet environnement sociohistorique réfractaire au progrès et aux droits humains que des penseurs politiques animés de bonne foi et de générosité ont tenté, à partir d'analyses scientifiques des problèmes du pays, d'offrir des solutions économiques et politiques pour transformer l'État. La plupart des théories développées par ces penseurs ont été ignorées quand ils n'ont pas essuyé des revers politiques et militaires.

Nous reconnaissons que la force des armes a toujours été déterminante dans les luttes politiques durant le XIX<sup>e</sup> siècle haïtien et même après l'occupation américaine jusqu'en 1986. La leçon qu'il faut retenir des échecs des penseurs comme Edmond Paul, Demesvar Delorme et Anténor Firmin, c'est qu'aucune idéologie ne peut se développer en dehors d'une pratique sociale. C'est la pratique sociale qui donne à l'idéologie son enracinement dans la société. Les propositions politiques qui pourraient apporter les transformations en profondeur tant attendues par les couches déshéritées ne peuvent avoir lieu que si ces couches sociales se font actrices de leur propre destin comme en 1791 et en 1803. Les changements entrevus par Firmin ne sauraient se concrétiser si les populations concernées ne sont pas directement impliquées dans l'engagement politique.

### Origine du clientélisme

Toute pratique réelle de pouvoir se fait dans le cadre de la séparation d'un gâteau entre les membres d'une même oligarchie. C'est Charles Hérard, chef d'exécution de l'armée populaire, arrivant à Port-au-Prince en 1843, qui dit que « Le gouvernement de la République est un gâteau à partager » (Ardouin 1855, p. 101). Aujourd'hui encore, cette conception du pouvoir est la règle malgré l'apparence de modernité que certains dirigeants de parti tentent difficilement de donner à leurs pratiques politiques.

### Pouvoir et clientélisme

Nous avons fait remarquer que depuis 1843 le gouvernement est considéré comme un gâteau à séparer. Nous avons également souligné que l'oligarchie est la seule classe sociale desservie par le pouvoir politique. Arrêtons-nous donc un moment sur les liens qui existent entre les oligarques et le pouvoir politique.

L'oligarchie n'est pas un bloc homogène. L'oligarchie haïtienne contrôle la société à partir d'un réseau de groupes aux contours indéterminés et que l'on pourrait appeler clans. Ces clans sont des réseaux de relations qui prennent forme dans un ensemble diffus, nébuleux, au sommet duquel se trouve le représentant de l'une des plus riches familles de la République. Ils contrôlent entre autres les banques, le commerce de l'import-export, la sous-traitance, le tourisme. Sur le plan politique, certains servent de relais aux ambassades. Les relations entre les clans peuvent être hostiles ou amicales. Mais, comme les familles ont des relations imbriquées, on peut dire que les clans sont rarement totalement en dehors des premiers cercles du pouvoir. Ils se retrouvent facilement dans les cercles du

pouvoir grâce à un proche qui est dans un clan puissant. Les clans se relaient aux abords du pouvoir.

À partir du cercle initial constitué par les clans puissants proches du Palais national, des relations entre clans se tissent, elles se renforcent ou s'évaporent à mesure que le réseau s'étend aux couches sociales défavorisées de la société. Ainsi se créent des relations de pouvoir qui renforcent la mainmise de l'oligarchie sur la société.

En résumé, l'oligarchie finance la prise du pouvoir pour les politiciens qui proviennent généralement des classes moyennes du pays, ou même de l'oligarchie terrienne. En retour, les fonctionnaires, mis en poste par ce jeu de clans, seront dévoués à leurs bienfaiteurs le moment venu pour leur témoigner des signes de reconnaissance. La fonction de la politique est de donner sa légitimité aux actes de déprédation. Comment expliquer qu'un président de la République puisse gracier un évadé de prison alors qu'il est recherché par la police ? Les membres de cette oligarchie auront également la certitude qu'ils ne seront pas inquiétés par la police, la justice, le contrôle fiscal ou le service des douanes. Certains professionnels de l'administration (un juge, un inspecteur, un policier, un directeur) mis en place pour les besoins de la cause se rappelleront le bienfaiteur qui les a pris sous sa protection. À eux, à leur tour de prendre en charge quelqu'un. Et le réseau s'étend ainsi... et ses membres ne savent souvent pas à quel clan ils sont affiliés.

C'est seulement une très faible partie de la population qui va trouver son compte dans le réseau. C'est là qu'intervient le/la politicien-ne qui arrive à se faire élire député-e, sénateur-e ou maire. La loi a prévu un ensemble de mécanismes pour permettre aux élus-es d'entretenir un réseau de supporters-es conformément à la logique du clientélisme. Voici, entre autres, une liste de titres d'allocation qui permettent au politicien de fidéliser sa clientèle politique : frais de première installation, achat de voitures, salaire mensuel, frais mensuel, allocation téléphonique, frais carburant pour voiture, allocation de deuxième résidence, allocation de bureau (en province), allocation personnel de bureau, agent de sécurité et chauffeur, allocation pour les fêtes champêtres et quatorzième mois (*Le Nouvelliste*, 12 mars 2015).

De plus, les députés-es sont en compétition avec les maires pour la gestion d'un fond de développement de dix millions gourdes alloué à chaque commune. Ces fonds alloués aux communes dans le budget de la République sont allègrement distribués aux députés-es qui ont fait allégeance, alors qu'ils sont bloqués dans le cas des députés de l'opposition. De cette façon, les députés de l'opposition, privés de moyens financiers, peuvent difficilement se faire réélire par un électorat dont la motivation, le plus souvent, n'a rien de politique voire d'idéologique.

Avec cet état d'esprit qui existe au plus haut sommet de l'État, toutes les dérives mercantiles sont possibles. Les décisions politiques au Parlement seront motivées par des intérêts financiers très immédiats. L'activiste politique, même fidèle à un

groupe politique ne s'engagera dans une action politique (pose d'affiches, manifestation) que s'il est rétribué sous une forme ou une autre. Au regard de la facilité avec laquelle les dirigeants politiques peuvent changer de discours politique, que dire de ceux qui n'ont aucune attache politique ou qui ne voient aucune lueur de changement dans leur situation ? Seul le mercenariat politique lui reste, et sa contribution, il la marchande au plus offrant.

## 4.2. Le jeu des alliances

### Au niveau des classes sociales

Les alliances de classes se font quand diverses classes sociales décident de mettre leurs forces en commun pour faire face à un ennemi commun. L'alliance des anciens libres et des nouveaux libres en octobre 1802 a permis aux anciens et aux nouveaux libres d'unir leurs forces militaires sous le commandement de Dessalines pour combattre l'armée expéditionnaire. Une fois la guerre terminée, les anciens libres rompirent l'alliance pour prendre le contrôle de l'État au détriment des nouveaux libres.

Il est difficile de considérer certains troubles étendus dans des périodes de crise comme des alliances de classe. Parfois, ces mouvements mettent en effervescence plusieurs couches de la société. Lors de la guerre civile (1867-1870) où on a vu l'oligarchie, les cacos et les piquets se liguier contre Salnave. En 1987, on a vu l'oligarchie militaire représentant les macoutes affronter une alliance tacite entre l'oligarchie traditionnelle et les couches populaires et recourir aux massacres pour les empêcher d'installer un gouvernement démocratique. Ils récidivent en 1991 pour renverser le gouvernement Lavalas qui représentait une « prétendue » menace pour l'oligarchie.

### Au niveau des partis politiques

Sans base sociale, aucun parti politique ne peut prétendre faire alliance avec un autre parti. Les alliances entre partis sans base sociale ne sont que des manœuvres politiques où certains acteurs politiques tentent d'occuper les allées du pouvoir en vue de se rendre influents, soit pour peser dans les décisions politiques, soit pour occuper des postes, soit pour servir de courtiers à d'éventuels professionnels ou politiques briguant des responsabilités dans les structures administratives de l'État.

Regrouper les partis politiques suivant des familles politiques partageant une commune idéologie est une nécessité en Haïti. Comment arriver toutefois à construire des alliances solides si la majorité des partis n'ont pas d'assises réelles dans la société ?

En général, dans presque tous les partis politiques, les adhérents qui jouent le rôle de permanents dans les locaux des partis sont pour la plupart des chômeurs. Ceux qui fréquentent les locaux des partis et qui, à l'occasion, jouent le rôle

d'activistes vivent avec l'espoir que le parti va pouvoir les embaucher dans l'administration publique. Les dirigeants des partis, qui sont eux-mêmes en grande majorité des chômeurs de longue durée, savent qu'ils doivent exploiter toutes les occasions possibles pour se faire embaucher ou trouver un emploi même temporaire.

C'est le minimum à faire pour encourager le membre à rester dans le parti. Si le parti ne peut être d'aucune utilité pour le membre, celui-ci ira chercher ailleurs.

Certains partis politiques peuvent, en terme numérique, se prévaloir d'une base sociale importante et même fidèle. Quel est le rapport de cette base sociale avec le reste de la société ? Si la base sociale est le sous-prolétariat urbain, quel rapport le sous-prolétariat entretient-il avec le reste de la société sur le plan économique, social et politique ? On pourrait poser cette question pour n'importe quelle classe sociale du pays.

Si l'on se réfère aux circonstances historiques qui ont vu l'apparition des partis politiques en Europe, on voit que les syndicats d'ouvriers ont fourni les premières bases sociales aux partis politiques. Ces ouvriers, engagés dans le procès du travail face au patronat, se sont d'abord dotés d'organisations syndicales pour réclamer de meilleures conditions de travail. Ce n'est qu'après qu'ils se sont donnés les outils politiques capables de satisfaire les aspirations de leur classe sociale. La révolution industrielle a fait émerger le prolétariat comme classe sociale. Le prolétariat n'est pas la somme d'ouvriers. Le prolétariat, ce sont des ouvriers avec une conscience de classe. Les projets de société de tous les partis politiques du XIX<sup>e</sup> siècle ont été articulés autour du rapport capital-travail. Partout où les partis politiques se sont implantés, il y a toujours eu une situation sociale à dépasser. Trouver les moyens politiques qui permettraient de transformer les conditions d'existence de l'ensemble des membres d'une classe sociale, tel devait être le principal objectif d'un parti politique.

Certaines classes sociales sont dépourvues de leviers politiques parce qu'elles sont presque en dehors des circuits économiques : telle est la situation du sous-prolétariat urbain. D'autres classes sociales sont présentes dans les circuits de production, mais leur niveau de productivité est tellement bas qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils participent à l'économie nationale. Le producteur de lait qui produit un litre de lait par jour ou le paysan qui n'exploite qu'une parcelle d'un quart de carreau de terre n'estime pas que le profit qu'il tire de cette activité mériterait d'être soutenu par une organisation syndicale, une coopérative ou un parti politique.

### Au sein du Parlement

Dans la réalité politique haïtienne, les alliances ne se font pas seulement entre les partis politiques de même tendance idéologique. Les alliances peuvent se faire en dehors de tout discours politique ou idéologique. Le parlementaire jouit d'un

énorme pouvoir dans la société haïtienne par le fait qu'il peut peser dans de grandes décisions politiques qui concernent l'avenir du pays.

Le fait que les partis politiques ne soient pas ancrés dans la société, ou qu'ils ne sont pas porteurs de revendications socialement motivées, ou qu'ils ne représentent aucun intérêt national ou de classe, les membres des partis politiques qui se font élire n'ont aucun intérêt à se donner des limites quant à leur marge de manœuvre. Parvenu au sommet de l'État par son propre moyen économique, n'étant pas engagé par une partie de la société, tout parlementaire est à même de marchander ses décisions politiques pour en tirer le meilleur parti. La population a ainsi assisté à plusieurs reprises le triste spectacle de scandales de corruption, par exemple relatifs aux parlementaires qui se sont fait payer pour nommer un premier ministre.

Ainsi, parvenus au sommet de l'État, les parlementaires débutent dans l'arène politique comme un ensemble incohérent. Alors que des groupes d'intérêt se présentent pour monnayer leurs décisions, ils peuvent par eux-mêmes, pour eux-mêmes, se constituer en groupe d'intérêts au sein même de l'État en face d'autres groupes. Comme déjà mentionné précédemment dans cet ouvrage, l'allocation de dix millions de gourdes aux communes, parce qu'elle est gérée par le député de la commune lui-même, et de ce fait représente une source de revenus pour ce dernier, doit être analysée sous l'angle de l'intérêt du groupe « députés-es » à l'intérieur même de la société.

Ce sont là des perversions du système politique haïtien. Qu'en serait-il du pays si tous les administrateurs des ministères en situation de décider sur la façon de distribuer les ressources de l'État se constituaient en groupe d'intérêt avec la ferme intention de se rétribuer la plus grande part des maigres ressources de l'État ?

## 5. Représentations idéologiques post-1986 dans la société civile

---



### 5.1. Dans le mouvement des femmes

Avant 1986 : de la tradition vers une émancipation idéologique

De la bourgeoisie à la classe paysanne, en passant par les classes moyennes et le prolétariat, les références aux femmes haïtiennes ont souvent été liées à des valeurs traditionnelles. Celles-ci leur reconnaissent un rôle bien spécifique : celui d'être l'organe de reproduction de la famille puis des éducatrices, avec toutes les responsabilités physiques et morales que cela implique. Le révérend père William Smarth, professeur d'histoire de l'église, dans son ouvrage *Histoire de l'Église Catholique en Haïti* (2015), a souligné le rôle prépondérant des femmes dans les domaines de l'éducation et de la santé, très tôt au XX<sup>e</sup> siècle, par le biais des communautés religieuses féminines venues essentiellement d'Europe. En effet, elles ont formé des générations de jeunes Haïtiennes dans ces deux domaines principalement à Port-au-Prince. « Leur œuvre d'éducation n'est pas moins importante dans les autres villes et bourgs d'Haïti », insiste-t-il.

En dehors de ces deux domaines, les femmes se sont de tout temps distinguées dans les domaines des arts culinaires, de la peinture, de la littérature, de la musique, etc. Par ailleurs, dans la configuration de la société haïtienne, les familles monoparentales sont un fait courant, surtout dans les classes moyennes où les femmes se retrouvent seules à assumer les responsabilités économiques et sociales des affaires familiales sans les pères, morts, absentéistes ou carrément déserteurs.

De cette pratique, qui reste encore aujourd'hui ancrée dans la culture haïtienne, on leur reconnaît une influence certaine sur leurs progénitures.

Certaines interventions individuelles de femmes marquent aussi l'histoire haïtienne. À titre d'exemple, dans les rangs des hauts gradés de la guerre de l'Indépendance menée par l'armée indigène, on retrouve des figures féminines fortes comme Cécile Fatima, Guillomette Charlot, Sanite Bel-Air ou encore l'Impératrice Claire-Heureuse, elle-même infirmière de guerre.

Quand, après la Seconde Guerre mondiale, les mouvements idéologiques commencent à essaimer partout dans le monde, éveillant une nouvelle conscience, les femmes décidées à exercer leur rôle de citoyennes à part entière rompent les liens avec le carcan du statut traditionnel dans lequel elles se débattaient et commencent à se fédérer. Les femmes haïtiennes ne sont pas en reste. Certains avant-gardistes ont pris conscience de la situation marginale des femmes en général et des inégalités qui en découlent. Dans ce frémissement vers l'émancipation de la femme haïtienne, l'histoire ne peut nier le travail et le rôle d'un moteur clé : la Ligue féminine d'action sociale qui commence dès les années 1930, avec notamment des femmes issues de la petite bourgeoisie et des classes moyennes.

La Ligue a été la première institution féminine organisée connue sur le territoire national et dont les batailles ont mené, un quart de siècle plus tard, à l'acquisition du droit de vote pour les femmes et à leur éligibilité à des postes dans l'administration publique. Néanmoins, le pouvoir masculin en Haïti, fort de sa culture machiste, avait encore de beaux jours devant lui ; et dans le contexte politique de l'époque marqué par un régime de répression généralisée, les avancées n'ont pas été sans embuches. La volonté des femmes, leur capacité de résistance et leur résilience sélective qui les démarquent de la résignation, ont fait progresser la cause au regard des stéréotypes sexistes qui remettent toujours en question leurs droits.

### Le réveil post-1986

Le 7 février 1986, le régime des Duvalier est tombé de son piédestal. Cette année a marqué, aux yeux de plusieurs historiens-nes, une nouvelle ère politique et le retour à un pouvoir démocratique absent depuis une trentaine d'années. Il a fallu donc attendre la chute du régime dictatorial des Duvalier en février 1986 pour que le mouvement des femmes haïtiennes se manifeste au grand jour, sorte de l'informel et de la clandestinité pour prendre un regain de combattivité et de force. Des femmes, issues de toutes les couches sociales et de tout le pays, transgressent alors le statu quo social, prenant d'assaut le béton, donnant une nouvelle impulsion à la langue nationale, le créole, et armées de leurs revendications de justice, de liberté d'expression, d'égalité entre citoyens-nes, de jouissance pleine et entière de leurs droits de citoyennes, de participation politique.

Ainsi, en avril 1986, la plus grande marche féminine jamais organisée en Haïti a eu un écho international. Des groupes de femmes venaient de remonter à l'avant-scène et personne ne pouvait plus les ignorer, les reléguer à l'arrière-plan, ni continuer à les cantonner uniquement à leurs foyers. À partir de cet événement décisif, on assiste à une éclosion d'organisations féminines de toute obédience sur tout le territoire haïtien. C'est après 1986 qu'on assiste à la création du « secrétariat à la Condition féminine » (en 1988) sous la présidence de Leslie Francois Manigat, hissé par la suite au rang de ministre par le président Jean Bertrand Aristide (1995). Le ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) a donc symbolisé un aveu de reconnaissance face au désintérêt manifesté, jusque-là, au mouvement des femmes, comme une prise de conscience des inégalités qu'elles subissent en Haïti.

Malheureusement, ce renouveau dans la lutte pour l'évolution et la prise en compte de la condition de la femme haïtienne n'a pas tenu ses promesses et s'est perdu en chemin dans les méandres d'une politique nationale endémique de non-continuité ainsi que dans des conflits de visions, de pensées, de convictions, d'intérêts, voire de caractères de celles qui devaient justement en être les gardiennes. Le mouvement n'a pas toujours su trouver un consensus idéologique viable en dehors de manifestations événementielles, ponctuelles. Malgré les acquis de la lutte collective, seulement une poignée de femmes ont réussi à aller à contrecourant des codes dominants pour réécrire et transformer une histoire faite d'hommes et écrite par des hommes.

### Le cheminement vers le pouvoir et les partis politiques

Il n'est donc pas surprenant que, depuis 214 ans d'indépendance, Haïti ne compte qu'une seule et unique femme-chef d'État : Me Ertha Pascal Trouillot est devenue présidente d'Haïti à la faveur d'un coup d'État des militaires dirigées par le général Henri Namphy en 1988 alors qu'elle était juge à la Cour de cassation. La Constitution haïtienne prévoyait en cas de vacance présidentielle que le président de la Cour de cassation soit installé, de fait, comme président provisoire chargé de rétablir le droit constitutionnel. On peut compter aussi deux femmes-chefs de gouvernements et quelques rares femmes parlementaires. Quoique cela ne constitue pas un critère d'évaluation, il est représentatif d'une certaine tendance dans l'orientation de la lutte.

Le séisme de 2010 a fait tomber des têtes de pont et la lutte des femmes a connu un grand moment de flottement. Heureusement, tous les mouvements ont survécu et certains ont même connu un nouvel élan, malgré la perte de repères manifeste, conséquence du vide idéologique. Ce n'est sûrement pas une coïncidence si l'élan de 1986, cassé d'une part, par des luttes intestines et, d'autre part, par le séisme, a été stoppé par une dérive ambiante qui s'est étendue à toute la classe politique haïtienne, toute tendance idéologique confondue. On en veut pour preuve les interventions de femmes responsables de partis politiques qui,

d'un revers de phrase, mettent de côté les graves questions idéologiques pour se lancer dans des discours d'embrigadement pour leurs partis, sans se douter qu'elles fragilisent la cause des femmes aux yeux d'une audience avertie.

Encouragé par l'effort des militantes féministes d'outre-mer ou renforcé dans leurs rangs par toutes celles qui rentraient de l'exil, le mouvement des femmes est bel et bien sur sa trajectoire historique. Les premières organisations spécialisées et influentes font leur rentrée dans les années 1990. Parmi elles, on compte Solidarite fanm ayisyèn (SOFA), Kay fanm, Enfò fanm, le Mouvement des femmes haïtiennes pour l'éducation et le développement (MOUFHED), le Centre de recherche et d'action pour le développement (CRAD). Elles seront rejointes un peu plus tard par Fanm yo la.

Les années 1990 vont marquer un tournant décisif où les femmes commencent à faire des plaidoyers mieux articulés et à investir les espaces politiques traditionnellement réservés aux hommes. Dans une société à la culture patriarcale, où l'on donne la part du lion aux hommes, on considère que la politique est une affaire d'hommes. Cette croyance est souvent renforcée par la mentalité même de certaines catégories de femmes et par des institutions de formations publiques ou privées qui limitent la participation des femmes à certains domaines et à certains métiers spécifiques. Les femmes, en conquérant des tribunes politiques, s'autorisant des ambitions politiques, participant à la création de partis politiques et revendiquant une inclusion réelle dans les décisions qui concernent la nation, se positionnent sur un échiquier politique dominé traditionnellement par des hommes.

D'autres actions concertées voient le jour et, à chaque fois, un nouvel élan au mouvement féministe. La création de la Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes (CONAP), en avril 2003, est un bel exemple du pouvoir des actions communes dans l'intérêt du mouvement. Et elles ont remporté des victoires considérables : le principe du quota de 30 % en 2006 (non encore généralisé) ; l'introduction de lois sur la paternité et la maternité responsables et sur le viol, notamment. Par ailleurs, le respect du quota d'un tiers de femmes dans tous les cartels de mairie a été un acquis indiscutable lors des élections d'octobre 2015, même si, sur le même plan, on déplore que la 50<sup>e</sup> Législature ne compte que quatre femmes.

Cependant, pour atteindre ses objectifs majeurs, elle doit continuer dans la cohésion et l'unité — au-delà de considérations personnelles, de clan ou de cheptel politique — avec l'implication et le soutien constant de tous les citoyens.

« La lutte pour la transformation des relations entre les sexes et l'élimination de la violence à l'égard des femmes doit tenir compte et intégrer la participation de la société civile, en particulier des hommes », Adeline Magloire Chancy, ancienne ministre à la Condition féminine et aux Droits des femmes, en reste convaincue (Magloire, 2000 et Joachim, 2012).

## 5.2 Représentations idéologiques dans les autres secteurs

Jean Chenet (1998) nous apprend que « les représentations sont un produit de l'esprit humain qui recrée en lui une " image complexe " de son environnement afin de mieux penser et agir sur celui-ci. C'est l'interface symbolique entre l'individu et son environnement perçu. » Pour Serge Moscovici (2004), « par les représentations, la personne se donne des modèles explicatifs, des codes qui autorisent chacun à trouver un sens et à donner une signification au monde qui l'entoure ». Qu'en est-il du concept « idéologie » ?

Le philosophe Karl Jaspers (1883-1969) définit le concept « idéologie » comme « un complexe d'idées ou de représentations qui passe aux yeux du sujet pour une interprétation du monde ou de sa propre situation ». Dans *Idéologie et Utopie* (1929), Mannheim soutient l'idée que les points de vue que les groupes ont sur le monde réel s'expliquent en fonction de leur position sociale. À cet effet, les groupes dominants font état d'idéologies justifiant leur situation, alors que les groupes dominés épousent des utopies remettant en question l'ordre social existant. Dans le cadre de ce travail, c'est la connotation politique du concept « idéologie » qui nous intéresse. Retenons que l'idéologie politique est l'ensemble de convictions politiques qui caractérisent un groupe. Cela dit, c'est par l'idéologie politique adoptée par les partis politiques que ces derniers arrivent à se distinguer les uns des autres. Il y a un lien entre idéologie et représentation : l'idéologie constitue l'ensemble des représentations issues des relations entre des individus, des groupes ou associations. Ce qui fait de l'idéologie un grand outil d'une organisation collective. L'idéologie est donc un instrument d'explication du présent et d'orientation pour l'avenir.

Aborder la question des idéologies après 1986 dans la société civile haïtienne reviendrait principalement à faire la radiographie des contradictions socioéconomiques fondamentales entre les différentes classes sociales du pays. À défaut de cette prise en compte des rapports de production économique, on risque de se fier aux discours de certains-nes acteurs-trices au premier degré. Or, les données discursives ne sont pas indépendantes de la dynamique globale qui caractérise notre mode de production économique. D'où la nécessité de situer chaque discours sur les représentations idéologiques en fonction du lieu où l'acteur-trice le produit, donc en fonction du lien organique qu'il entretient avec une classe sociale ou une autre.

En effet, si 1986 symbolise une année charnière consacrant une rupture, un saut qualitatif en matière de régime politique (passage de la dictature à la démocratie), il n'en demeure pas moins que, du point de vue économique, substantiellement, le statu quo est maintenu. Or, les représentations idéologiques post-1986 sont le reflet de notre système économique. Entre fatalisme et prise de conscience, les représentations prennent des nuances selon le degré de

marginalisation de la catégorie sociale en question ainsi que suivant son niveau de socialisation politique.

Pour circonscrire le cadre des représentations idéologiques post-1986 dans la société civile haïtienne, nous avons choisi les secteurs représentatifs suivants : les femmes, les jeunes, les paysans-nes, la diaspora et les syndicats. Pour la cueillette des informations de base, nous avons utilisé la technique du questionnaire. Devant la réticence de certains-nes acteurs-trices à se plier aux exigences formelles du questionnaire à remplir, le recours aux entretiens a été amplement privilégié. Les départements du Nord, du Nord-Est, du Nord-Ouest et de l'Ouest ont été les plus sollicités dans le cadre de notre travail pour les acteurs-trices évoluant à l'intérieur du pays. En ce qui concerne la diaspora, les foyers à fort potentiel démographique considérés par ce travail sont Miami et New York.

Après la compilation des données discursives accumulées au gré des questionnaires remplis et des notes prises pendant les entretiens, le fort du travail consistait à analyser le contenu. L'analyse de contenu nous a révélé les constantes des discours en termes de non-dits, les régularités se rapportant à la formation sociale haïtienne dans un cadre globalisant où les représentations idéologiques se font le miroir quasi fidèle de nos déficits institutionnels, de la survivance de certaines traditions et pratiques révolues de pouvoir, de la paupérisation générale et ses corollaires que sont l'incursion de la « rente » sur le terrain politique et l'indifférenciation idéologique.

Après la chute des Duvalier en 1986 s'ouvre une « transition démocratique » qui devrait en finir avec nos anciennes pratiques séculaires de dictature et ouvrir, entre autres, une brèche favorable au pluralisme idéologique. Certes, la multiplicité des partis politiques (plus d'une centaine aujourd'hui) pourrait être un signe de vitalité démocratique en termes de diversité d'expression idéologique. Cependant, au terme de nos entretiens et à l'analyse du contenu de nos questionnaires, il s'est révélé que beaucoup de partis se réclament théoriquement des mêmes tendances idéologiques et s'affrontent sans merci dans des joutes électorales. Il s'est aussi révélé que certains adhérents aux partis politiques ne bénéficient pas vraiment d'un minimum de formation idéologique pour se situer face aux différents enjeux de l'espace public. Les associations de jeunes, de femmes et de paysans s'essoufflent qualitativement et pullulent quantitativement. Ces constats sont, à quelques nuances près, une constante partagée entre les différents secteurs que nous avons identifiés. Laissons parler les acteurs :

Edens Desbas est un journaliste haïtien très reconnu qui évolue à New York. Comme étudiant militant, il était membre de la Fédération nationale des étudiants-es haïtiens-nes communément appelée FENEH. Pour lui, la FENEH constituait, en plein cœur des années 90, un foyer de socialisation politique à forte sensibilité de gauche. D'où la proximité de M. Desbas, aujourd'hui encore, avec la mouvance Lavalas qu'il ne confond pas avec le parti politique « Fanmi Lavalas ».

Produit d'une époque de tumultes idéologiques majeurs où les revendications populaires s'articulaient tous azimuts, Edens Desbas se présente aujourd'hui, avec du recul, comme un progressiste ; qualificatif qu'il préfère à celui « d'homme de gauche ». Selon lui, la gauche est galvaudée par des hommes et des femmes qui ont trahi le contenu revendicatif des masses populaires. Point n'est donc besoin de s'associer à ces hommes et femmes qui se targuent encore d'être de la gauche, mieux vaut se contenter de promouvoir les idéaux de progrès, ce qu'il croit faire à travers son réseau d'information en ligne appelé « ToutHaïti » et sa radio du même nom.

Selon Edens Desbas, la diaspora est traversée par trois courants post 1986 majeurs : les pro-Duvalier, les pro-Lavalas et les indépendants. Chaque courant est d'ailleurs historiquement lié à une vague d'immigration. Les pro-Duvalier sont ceux qui généralement ont été contraints de s'exiler après l'avènement de Jean Bertrand Aristide au pouvoir en 1991. Les Lavalas sont ceux qui se sont exilés au terme du coup d'État de 1991 ou après la chute de Jean Bertrand Aristide en 2004.

Les indépendants-es ne se réclament pas forcément ni de l'une ni de l'autre tendance susmentionnée et préfèrent parler d'Haïti sans référence à ce clivage idéologique. D'où une certaine indifférence de ces jeunes par rapport aux trois courants précités. Indifférence qui résulterait, selon Edens Desbas, de la socialisation primaire de ces jeunes par rapport à la culture haïtienne. Entre naïveté, fausse représentation et progressisme réel, la diaspora, selon Edens Desbas, doit se positionner en vue de participer concrètement au processus de développement socioéconomique d'Haïti qui passe d'abord par la priorité qui doit être accordée aux politiques de création d'emplois et à la démocratisation de l'accès au crédit. Le discours d'Edens Desbas est un condensé de 30 ans d'histoire de la mouvance de gauche, entre pureté revendicative et errements politiques. Il signale au passage le phénomène d'indifférenciation idéologique d'aujourd'hui en soulignant l'incongruité de l'alliance entre Evans Paul, produit de la gauche, et Michel Martelly, élément d'extrême droite selon lui. Son discours, qui se veut progressiste, est aussi révélateur du fait que les acteurs de la diaspora haïtienne (hormis la dernière génération en date) se font pratiquement les mêmes représentations idéologiques post-1986 que les acteurs évoluant à l'intérieur du pays dans la mesure où ils ont été politiquement socialisés en Haïti.

Alexandre Telfort Fils, du Nord-Ouest, ex-candidat au Sénat aux législatives de 2015 est l'un des leaders représentatifs du secteur de la jeunesse. Membre fondateur de la Convention nationale des jeunes (CNJ), fondateur du Gouvernement et du Parlement Jeunesse d'Haïti, il croit lui aussi que ce qui importe, trente ans après 1986, ce n'est pas la polarisation classique gauche-droite, mais une compréhension claire de politiques progressistes à adopter en vue de l'émancipation de la majorité. Cependant, à titre personnel, Alexandre Telfort Fils se réclame du centre gauche. Ancien membre du RDNP qu'il présente

comme un parti de centre gauche selon sa charte, actuel membre actif du parti Inite sous la bannière duquel il était récemment candidat, Alexandre Telfort Fils affirme que le moment est venu de définir le néo progressisme ; qu'il puisse s'affranchir de la dichotomie classique gauche-droite pour mieux privilégier les intérêts des classes défavorisées. Selon lui, le socialisme et le capitalisme sont porteurs d'idéaux progressistes à dose variée. L'essentiel consiste, à son avis, non pas à opter pour un courant exclusif, mais de composer avec le potentiel progressiste de chacun d'eux. Au sein de l'Inite, il croit que c'est ce credo qui prévaut actuellement, tout en reconnaissant que ce parti ne dispose pas de grands moyens financiers pour élargir sa représentativité et pour contribuer à la formation idéologique d'une plus grande masse critique d'adhérents. Les limites du parti, Alexandre Telfort Fils les compense en faisant passer ses idées à travers des organisations de jeunesse militant en faveur de l'intégration économique, sociale et politique de la catégorie sociale majoritaire. Pour lui et ses collaborateurs, la génération qui a combattu la dictature a érigé la jouissance des droits civils et politiques au rang d'acquis majeurs. Aujourd'hui, il nous faut lutter pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels.

Charlot Jacquelin Junior s'est présenté aux récentes élections sous la bannière de la plateforme Verite. Membre fondateur de l'Initiative jeunes candidats (IJC), d'entrée de jeu, il présente la plateforme Verite comme une coquille vide que le slogan « la longue marche » ne pouvait malheureusement pas compenser. Pour lui, la plateforme Verite serait l'exemple le plus éloquent d'assemblage disparate d'acteurs sans ancrage idéologique commun. Aux dires de Charlot Jacquelin Junior, il n'y a que la poursuite d'intérêts électoralistes immédiats qui puisse expliquer cet alignement d'acteurs issus de secteurs différents, de tendances idéologiques différentes dans une seule structure. Charlot Jacquelin Junior ne croit pas que l'exemple de Verite soit singulier. Pour lui, il est symptomatique de l'absence de financement systématique de la vie politique par des progressistes, dû au manque de motivation ou de moyens financiers. Cet enlisement facilite la continuation du système d'inégalités.

Jean Fredy Lamour est un jeune juriste capois, membre fondateur de Konbit jèn revolisyonè pou sove Ayiti (KJRESA) et militant de la plateforme Pitit Desalin. Pour lui, la question idéologique se pose en termes de lutte de classes. Un peu modéré, il plaide en faveur de la conscientisation de ceux qui possèdent les moyens de production en Haïti et l'éducation civique de ceux qui n'ont que leur force de travail. Ce qui frise le paradoxe, c'est que Jean Fredy Lamour voit son avenir à l'étranger, tout en évoquant les difficultés financières auxquelles les jeunes militants-es politiques font face en Haïti. Pour lui, la vulnérabilité économique ne rime pas avec la conviction idéologique. Néanmoins, Pitit Desalin convaincu, à titre personnel, il entend approfondir ses connaissances de la gauche pour mieux mener la lutte en faveur des déshérités du sort.

Stéphanie Tiery Georges a fait ses études universitaires au Canada. Ayant étudié les sciences politiques, elle a une maîtrise des catégories conceptuelles de gauche, de droite, du centre dans une perspective universelle. Stéphanie est très critique envers le manque d'ouverture des partis politiques aux jeunes et aussi au manque de contenu idéologique de leur cadre tout en faisant un plaidoyer pour la redynamisation idéologique des structures organisées de la société civile.

Jean Verdieu Honoré est un jeune issu de la paysannerie. Il entretient des liens étroits avec les organisations de jeunes et de paysans de sa ville natale. Il s'est approprié les enjeux idéologiques à partir des élections de mai 2000 pendant lesquelles il accompagna le candidat à la députation de l'OPL. Aujourd'hui, il se rappelle les moments de floraison idéologique de « Lakou Demokrasi » où les paysans venaient recevoir des séances d'éducation politique, de formation idéologique. Du même coup, il déplore le fait qu'aujourd'hui cette tâche de formation soit assumée par des Organisations non gouvernementales (ONG). Pour Jean Verdieu Honoré, la misère est le premier facteur qui concourt à l'effritement des bases idéologiques des organisations paysannes. L'exemple le plus éloquent de cet effritement, selon lui, est le fait qu'à Dame-Marie aujourd'hui, ce même « Lakou Demokrasi » substitue la séparation de nourriture aux paysans-nes à la formation idéologique intense d'hier. Jean Verdieu Honoré nous renseigne que les paysans-nes sont divisés-es sur des questions électoralistes superficielles, ce qui les empêche de faire un front commun pour défendre leurs intérêts collectifs. Il termine pour réaffirmer que ni la droite ni la gauche ne peuvent sauver le pays. Comme un refrain chanté à l'unisson, il précise, lui aussi, que ce qui importe, c'est le développement du pays au-delà des clivages idéologiques classiques.

Ramsès Exilhomme, leader syndical, membre de la Confédération des forces ouvrières haïtiennes (CFOH) pose la question idéologique en termes d'intérêts de classe. Dans son approche, on ressent un processus de socialisation politique fortement imprégné des enjeux de distribution/redistribution équitable des richesses. Par-dessus tout, Ramsès Exilhomme reste très critique envers les structures syndicales dont les leaders trahissent les revendications des travailleuses et travailleurs. Pour lui, les syndicats sont pris en otage par des figures emblématiques qui empêchent l'émergence des jeunes leaders syndicaux à même d'insuffler un nouveau dynamisme au secteur.

Ramsès Exilhomme affirme qu'actuellement, les travailleuses et travailleurs ne reconnaissent pas vraiment la légitimité de certains acteurs parlant en leur nom. Et malgré la mise en place du Conseil supérieur des salaires (CSS) et du Conseil d'administration des organes de sécurité sociale (CAOSS), selon lui, la donne reste inchangée. La force de travail des ouvriers est exploitée et il n'y a pas une dynamique globale de formation idéologique en mesure de créer la synergie nécessaire à la remise en question systématique des mécanismes d'exploitation institués par les propriétaires des moyens de production.

Somme toute, la question idéologique après 1986 en Haïti se pose avec d'autant plus de pertinence que les agents de socialisation politique s'affaiblissent. Les difficultés économiques majeures obstruent l'accès de la majorité auxdits agents. Toute volonté de redynamisation de la vie idéologique devrait d'abord s'articuler autour de la nécessité de repenser globalement les rapports de production engendrant les disparités socioéconomiques dans le pays.

## 6. Orientation idéologique des médias

---



L'idéologie constitue un ensemble d'idées liées par une logique. Elle identifie les valeurs et les principes qui servent à légitimer les institutions politiques, sociales et économiques. Elle peut être d'essence divine, d'ordre historique, de droits naturels, culturels ou en fonction du principe d'autorité des gouvernants et du consentement des gouvernés-es.

L'idéologie peut servir de leitmotiv aux classes populaires pour défier les autorités dites de l'Etat bourgeois. Parallèlement, elle peut être un outil utilisé à légitimer la dictature et le contrôle répressif de la société. Elle aide les citoyennes et les citoyens à réaliser une certaine cohésion bon gré mal gré. Cette cohérence aide à lutter pour le triomphe des idées jusqu'à ce qu'elles se convertissent en guide quotidien des choix qui seront utilisés pour dicter les attitudes et les comportements, voire le sens même de l'existence ou le mobile des actions.

Enfin, le succès ou l'échec d'une idéologie dépend du niveau de foi du/de la croyant-e en tant que résultat d'une conviction rationnelle ou de ses capacités d'adaptation. C'est le cas de toutes les idéologies, qu'elles soient d'inspiration démocratique ou autoritaire.

### 6.1. Haïti et la fin de la dictature : un tournant

Dès les premières années qui suivent la fin de la dictature en 1986, l'organisation et le fonctionnement des médias en Haïti se sont retrouvés dans une situation complexe en raison de l'apparition de nouveaux courants d'idées au sein du secteur médiatique, l'essor des partis politiques, des organisations populaires, paysannes et estudiantines, des associations de la société civile (certes peu structurées), mais aussi de l'établissement des institutions de législation,

d'administration et de justice. Pour certains-nes, les choses semblaient être plus simples lorsque le régime dictait tout à partir d'une structure sociale statique : c'était à prendre ou à laisser.

À partir de la fin de la dictature, les forces et les intérêts sont devenus pluriels et dynamiques. Les changements politiques, pendant un temps, sont opérés. Les besoins sociaux et économiques sont convertis en revendications et exigences. En conséquence, les médias sont tirillés entre les nouvelles valeurs démocratiques et les intérêts plurisectoriels.

Ce carrefour explique les changements fondamentaux sur l'orientation idéologique des médias. C'est donc à partir de là que nous tenterons d'expliquer la nature des grands courants qui les dominent.

### Du conservatisme traditionnel au démocratisme progressiste

Aujourd'hui, il s'avère plus difficile de classer idéologiquement un pouvoir ou un média selon son orientation idéologique. Les tendances sont de plus en plus floues. L'ordre conceptuel a évolué et les nuances sont à peine perceptibles. L'une des raisons majeures de cet imbroglio réside dans la subtilité induite par les rigueurs de la compétition et la précarité. Aussi, les termes n'ont plus le même sens ni la même force.

Au lendemain de 1986, il était facile d'identifier les médias qui s'apparentaient à la dictature, donc de droite ou d'extrême droite, à l'opposé de ceux dits démocratiques qui s'étaient rangés du côté des communistes, des socialistes et des centristes.

En 2016, après les luttes, les revers, les déceptions et une transition démocratique en lambeaux, la répartition n'est plus aussi simpliste. L'orientation idéologique de certains médias prend corps en fonction d'intérêts le plus souvent financiers des propriétaires et même, dans certains cas, d'employés-es influents-es. On peut voir assez souvent qu'un média se situant à gauche à un moment véhicule un discours de droite en d'autres temps ou que la grille de programmation d'un média est traversée du matin au soir par l'expression de plusieurs courants idéologiques contradictoires. Il est courant que les médias fassent tout simplement fi de tout alignement idéologique.

Ces ajustements de parcours très courants sont dictés par les réalités qui orientent vers le seul réflexe de la lutte pour la survie. En effet, toute distinction entre droite, gauche ou centre au niveau des médias nécessiterait un certain continuum idéologique. Or, il est difficile de noter à ce niveau un partage de valeurs, d'assomptions avec d'autres idéologies vis-à-vis de la gauche ou de la droite immédiate, si ce n'est en fonction du régime au pouvoir ou des circonstances exceptionnelles.

Au niveau des courants ou lignes directrices, nous avons plutôt affaire à des catégories d'analyses qui sont présentées en fonction de groupes d'intérêt, des intérêts des secteurs économiques dominants, de ceux de certains patrons de

presse ou d'intérêts particuliers de certains-nes journalistes. Le continuum observé suit dans ces cas une prescription socioéconomique et politique. Les valeurs égalitaires ne sont pas nécessairement à gauche dans certains cas.

### Les expériences de pouvoir dit de gauche ou de droite

Le passage de deux régimes affichés comme étant de gauche et de droite laisse davantage l'impression plutôt ambiguë d'un mélange hétéroclite de socialisme, de libéralisme, de conservatisme et du néoconservatisme, frisant l'anarchisme selon les circonstances et les intérêts.

En agissant ainsi, les médias compromettent leur objectivité qu'ils prétendaient constituer auprès de leurs auditoires, téléspectateurs-trices ou lecteurs-trices. En Haïti, il est courant aujourd'hui de constater que certains médias religieux acceptent même des messages publicitaires qui sont en inadéquation avec leur ligne doctrinale.

Il n'est pas étonnant d'observer des médias qui luttent pour une réappropriation de la souveraineté nationale, accorder un traitement privilégié à des actes d'ingérence et un statut supérieur à leurs auteurs-es. Ils militent pour la production nationale et font simultanément la promotion de produits étrangers en compétition directe avec des produits locaux traités en parents pauvres.

Les opposants-es d'hier à un régime anarchiste sont les plus fidèles sympathisants zélés du nouveau régime qui affiche les mêmes caractéristiques et le même personnel.

### Et les associations dans tout cela ?

De la chute de la dictature des Duvalier en 1986 au coup d'État militaire qui a pris fin en 1994, les anciennes et nouvelles associations de journalistes comme l'Association des journalistes haïtiens (AJH), le Groupe de réflexion pour la liberté de la presse (GRALIP) exhibaient une volonté de défendre la liberté d'expression, la liberté de la presse et mêmes les droits syndicaux des travailleurs-es de la presse. On a assisté au cours de ces périodes à une démarche dynamique visant à rapprocher les journalistes et les associations haïtiennes des associations latino-américaines et caribéennes. Les échanges régionaux, encore en période de guerre froide ou tout au début de la Perestroïka, étaient en étroite liaison avec les orientations idéologiques. Les journalistes étaient beaucoup plus motivés-es par l'obligation de militer pour le changement et la démocratie.

Après 1994, les associations de presse ont été progressivement réduites en peau de chagrin, rongées par les divisions internes motivées notamment par des intérêts politiques d'occupation d'espaces de pouvoir ou pécuniaires. La déperdition enregistrée au sein de la classe des journalistes séniors qui se sont convertis-es peu à peu comme patrons-nes et comme entrepreneurs-es a eu aussi un impact certain sur la survie et la capacité des associations. En dépit des tentatives d'une jeune équipe pour reprendre en main l'AJH, on ne sent pas sa présence comme

instrument de défense des droits de la presse et des journalistes en particulier. En 1999, la Fédération haïtienne de presse (FHP) s'était donnée pour mission la défense des intérêts de la presse indépendante nationale et des 50 associations de presse qui la composaient à travers les 10 départements d'Haïti. Cette fédération a pratiquement disparu. Sa ligne s'était retrouvée assez souvent confondue avec les intérêts politiques de ses promoteurs-es.

Aujourd'hui, les associations de la presse provinciale sont moribondes. Pour le moment, l'AJH et SOS Journalistes se disputent la paternité du forum associatif, mais sans aucune référence idéologique. L'AJH est perçue comme un forum ouvert à toutes les tendances. Ses prises de position sont plutôt basées sur les principes universels des droits de l'homme, des droits de la presse et de la démocratie tandis que SOS journalistes est identifiée comme une organisation progouvernementale à travers les prises de position personnelles de son principal fondateur et promoteur ; sa ligne change en fonction de ses intérêts politiques, mais s'arrange pour être toujours du côté de tous les régimes en place qu'ils soient perçus comme de gauche ou de droite.

Les associations de patrons-nes de médias les plus en vue, quant à elles, sont catégorisées selon une perception remontant à la période 2001-2004. L'Association nationale des médias haïtiens (ANMH) a été créée le 8 septembre 2001 par un groupe de patrons-nes se réclamant du « secteur démocratique ».

Dans les propos d'introduction publiés sur son site internet l'ANMH présente les justifications de sa création en ces termes :

« La constitution de l'Association nationale des médias haïtiens (ANMH), le 8 septembre 2001 intervenait dans un contexte où la presse était dans le collimateur du pouvoir lavalas. Haïti se trouvait à l'époque en pleine crise politique, suite aux élections du 21 mai 2000 et le pouvoir accusait la presse d'être responsable de la situation de tension dans le pays.

Les attaques contre la presse et les médias faisaient partie d'une politique délibérée de l'ensemble du pouvoir dont tous les tenants-es depuis le chef de l'État en passant par le simple militant accusaient la presse de travailler à la déstabilisation du régime. Mais cette campagne d'intimidation ne devait aucunement affecter le travail des médias et des journalistes qui continuaient à informer la nation convenablement. Au fil des événements impliquant le pouvoir qui contrôlait toutes les institutions, l'acharnement contre la presse augmentait.



La naissance de l'ANMH répondait à un besoin qui a porté des aînés à essayer de se mettre ensemble pendant des années. Sans succès. La naissance de nouveaux médias, propriété de journalistes qui se sont connus-es sur le terrain a facilité le rapprochement en vue de la création de cette association qui faisait tellement défaut.

En plus de la défense des intérêts de groupe, l'ANMH sera sur tous les fronts pour défendre la liberté de la presse, la liberté d'expression, dénoncer les multiples agressions dont l'association allait être victime au cours de la période tourmentée 2001-2004. »

L'Association des médias indépendants d'Haïti (AMIH) a pris naissance en 2005 et a été perçue comme une association regroupant des médias proches de Lavalas, par conséquent en opposition à l'ANMH qui, elle-même, a été perçue comme étant sympathisante de l'opposition au président Jean Bertrand Aristide lors du mouvement GNB (Grenn nan bouda) qui a conduit à son renversement en février 2004.

Un certain rapprochement a été constaté en 2016 entre les deux associations qui ont su trouver le consensus nécessaire pour désigner leurs représentants-es au niveau du Conseil électoral provisoire (CEP). En général, l'influence économique – que ce soit à travers les facilités des régimes en place (contrats publicitaires) ou l'ensemble des intérêts économiques et commerciaux – dicte leurs volontés.

L'idéologie de gauche communiste ou socialiste, présente dans les radios communautaires dans les années 1990, a connu elle aussi une certaine régression. Les médias communautaires qui parlaient d'appropriation collective, ce qui donnerait plus d'emprise, donc plus de pouvoir aux collectivités, n'ont pas les moyens de leurs politiques et doivent souvent se plier aux exigences du marché et aux lois de la survie. Dans ces conditions, l'idéologie est accessoire, un risque ou un leurre.

### Le déclin de l'idéologie dans les médias

C'est un phénomène mondial. Seuls les super grands médias y échappent. Il importe donc de replacer les médias nationaux dans leur environnement géopolitique, économique et social. Dans le contexte du réchauffement des liens américano-cubains, en droite ligne de la chute du mur de Berlin en 1989, ce phénomène de déclin risque de s'aggraver. Ensuite, il faut tenir compte des appréhensions sociologiques des journalistes. Ces facteurs déterminent le traitement au jour le jour de l'information.

## 6.2. Partis politiques et utilisation des médias

### La communication de masse

Il importe, à ce niveau, de bien situer ces deux types d'institutions, partis politiques et médias, à partir de leur origine, de leur histoire et du contexte de leur création pour mieux établir, dans une société, les possibles relations qu'ils peuvent et doivent tisser dans leur fonctionnement régulier et normal.

Disons tout de suite que partis politiques et médias, dans leur acception actuelle, figurent au nombre des institutions de communication créées, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, par les sociétés modernes, pour régler la grande question de leur organisation politique. Ladite organisation politique se fonde sur les grands courants idéologiques et mouvements sociaux, les transformations économiques et sociales. Par sociétés modernes, il faut entendre, pour résumer, celles qui ont fait du « consensus politique, de la philosophie moderne, des méthodes scientifiques » les grands principes de base de leur fonctionnement. Les sociétés modernes ont donc choisi le régime démocratique comme le mieux adapté pour trouver l'accord de tous les hommes et de toutes les femmes en fonction de la fameuse *Déclaration universelle des droits de l'homme* du 10 décembre 1948.

L'accord des hommes et des femmes pour créer la meilleure société doit résulter d'un consensus politique qui ne peut être trouvé sans le libre regroupement des individus en fonction de la libre expression de leur idéologie propre. Ainsi, les partis politiques sont créés pour défendre les intérêts des individus regroupés en masse, pour communiquer leur vision de l'homme/de la femme et pour décider de lutter pour la conquête du pouvoir politique. Compte tenu de ces caractéristiques des sociétés modernes, la réflexion en fonction de la démographie, la production en masse, la résolution des problèmes politiques à partir de la masse, il fallait « créer des canaux pouvant relier les individus entre eux ». Les médias sont donc créés en fonction des théories scientifiques de la communication de masse.

Aussi, les partis politiques regroupent les individus sur une base idéologique et utilisent les moyens de communication de masse pour faire connaître leur programme politique, propager leur vision de l'homme/de la femme, du changement à apporter dans la perspective de construction d'une société viable. Il y a un lien originel entre communication et idéologie établi depuis le temps de la propagation de la foi chrétienne, dans les sociétés anciennes. Il existe également un lien indéfectible entre les partis politiques et les médias depuis que les sociétés modernes ou de masse ont fait reposer la souveraineté populaire et la légitimité démocratique sur l'organisation d'élections périodiques assurant la pleine et entière participation de tous les citoyens-nes au renouvellement des dirigeants politiques au niveau de toutes les sphères de pouvoir de l'État et, ainsi,

l'alternance régulière des partis politiques de toute tendance idéologique, politique ou religieuse, dans la gestion de la chose publique.

Haïti – sauf quelques tentatives timides, à des périodes très précises de son histoire – a commencé à faire l'expérience des partis politiques et des médias fonctionnant librement à partir du 7 février 1986, date à laquelle un vaste mouvement populaire a renversé une dictature et fait le choix de la démocratie comme régime politique, comme système de gouvernement. Quoi qu'il en soit, il n'est pas inutile de rappeler que dès le XIX<sup>e</sup> siècle, notre pays a fait l'expérience des partis politiques. Au XX<sup>e</sup> siècle, d'autres partis ont vu le jour, pour la plupart clandestins, comme le PEP, le PPLN, le PCH et le PUCH.

### Fonctionnement des médias depuis 1986

Les considérations et remarques prendront comme point de départ la période de l'après-février 1986, et tenir compte, pour des raisons d'ordre socioéconomique, seulement de trois types de médias : la télévision, la radio et le journal.

La transition vers la démocratie engagée, à partir de 1986, a fait exploser le nombre de médias et de partis politiques dans cette quête d'expression libre, dans ce souci de créer une société plus juste et dans la perspective de propulser le pays vers la modernité et le progrès. Cependant, il existe un gros dilemme dans le fonctionnement normal, régulier de ces deux importantes institutions pour l'établissement de la démocratie et, par voie de conséquence, dans le processus de formation de l'opinion publique.

Si, en fait, tous les partis politiques reconnus par l'État sont des institutions à but non lucratif appartenant à la société, en revanche, les médias sont, dans la majorité des cas, des entreprises privées, essentiellement commerciales. De ce point de vue, les médias peuvent adjoindre une mission de service public à leurs fonctions essentielles consistant à informer, éduquer et divertir. Dans le cas d'Haïti, il n'existe pas de média proprement partisan (avant 1986, Haïti avait cependant connu l'existence de deux périodiques partisans *Conviction* et *Fraternité* sous la houlette de deux leaders de l'opposition à la dictature, respectivement, Sylvio C. Claude et Grégoire Eugène). Le panorama des médias fait référence au système hybride dont parle Judith Lazar (1992, p.66) ouvrant à une typologie correspondant aux systèmes répertoriés à travers le monde.

Dans ces conditions, les partis politiques en Haïti n'ont recours qu'aux médias privés et, à un niveau plus limité, aux médias de service public pour faire de la propagande politique, tisser des liens éventuels avec les électeurs-trices ou gagner la sympathie de l'opinion publique. Mais le fonctionnement des partis politiques autant que celui des médias dépend du contexte social, culturel, politique et, surtout, économique du pays considéré. Il en résulte que le débat idéologique est biaisé, faute de consistance, de conviction, de moyens financiers de l'une ou de l'autre de ces deux institutions fonctionnant dans ce pays où la précarité est une constante.

Au plan strictement économique, il est difficile, voire impossible, en Haïti que la majorité des médias deviennent des entreprises florissantes pour pratiquer les vertus citoyennes et s'adonner au service public sans chercher un intérêt immédiat. Quant aux partis politiques — pour être trop nombreux —, leur situation financière n'est pas différente, dans la mesure où ils ne peuvent pas compter sur la cotisation de leurs membres pour mener une politique de communication échelonnée sur le long terme. Et, là encore, la situation socioéconomique est telle qu'elle ne laisse pas le temps au corps social de mener des activités politiques, comme le font les membres des associations syndicales et des groupes de pression dans d'autres pays.

Les secteurs économiques n'ont pas encore trouvé leur expression et n'investissent pas non plus dans le renforcement des forces politiques que constitueraient les partis politiques. Le regroupement des partis se fait souvent sur une base électoraliste et non idéologique. Le regroupement des médias se fait principalement dans l'objectif de la défense des intérêts économiques sectaires et non sur la base d'une vision politique qui renverrait à une doctrine, à une idéologie propre. Les rares médias défendant une vision politique conséquente ne sont pas liés directement à un parti politique, mais se réclament plutôt d'un certain courant indépendantiste à une mouvance très large, à une tendance droite ou gauche.

Les médias d'État qui auraient dû s'impliquer dans l'éducation civique des citoyens-nes sont tributaires des gouvernements ou régimes successifs, changeant de ligne éditoriale en fonction du pouvoir en place, qu'elle glorifie le plus souvent.

L'utilisation des médias par les partis politiques se fait, généralement, sur la base des relations entre pairs, sur la base du rayonnement d'une personnalité politique, sénateur-trice, député-e ou dirigeant d'une structure partisane et non de manière institutionnelle, formelle. Les questions idéologiques, programmatiques restent très floues, perdant beaucoup de leur contenu, de leur opportunité, de leur actualité, de leur nécessaire appréhension. L'engouement pour les leaders et les partis politiques, de février 1986 à aujourd'hui, a fait place, peu à peu, à une inquiétante désaffection pour la politique dans une grande couche du corps social.

### L'utilisation des médias par les secteurs politiques

L'utilisation des médias par les secteurs politiques en Haïti est d'une limitation extrême. Durant les années 1970 et 1980, les partis politiques haïtiens, quoique dans la clandestinité, exploitaient de manière plus rationnelle les espaces réduits des médias.

Pour diffuser, convaincre et mobiliser, les partis politiques, déjà interdits de fonctionner sur le territoire national, utilisaient des radios pirates (artisanales) qu'ils fabriquaient eux-mêmes et des stations de radios diffusant en dehors du pays comme radio Paix et Progrès, une émission sur radio Moscou, et, radio Havane Cuba.

Cette situation traduit bien Michèle Des Essarts qui disait : « la parole n'a pas de pays ». Une façon de décrire la situation des médias en Haïti pendant la dictature. Une façon de dire qu'on pouvait parler de son lieu et être compris de l'intérieur.

Pendant la dictature, les partis n'avaient pas droit de cité. Pour le pouvoir duvaliériste, aucune intervention visible de partis politiques dans les médias ne viendrait « troubler son sommeil ». Coupables, passibles de prison ou de mort, étaient ceux qui, surpris par un « tonton makout » ou autres sbires du régime, se donnaient la liberté d'écouter sur la bande courte (short wave) dans la clandestinité, les émissions diffusées en créole par radio Moscou et radio Havane de Cuba. Les leaders communistes René Théodore et Max Bourjolly ont été souvent les vedettes de ces programmes diffusant de la propagande communiste, mais peu d'informations fiables sur la situation sur place.

Viendront ensuite vers la fin des années 1980, en appui à la lutte pour la démocratisation, les programmes diffusés depuis Paris et Washington respectivement par radio France et la Voix de l'Amérique où certains opposants étaient parfois interviewés.

Les radios haïtiennes émettant en modulation d'amplitude (AM) étaient souvent brouillées par les chaînes dominicaines plus puissantes. L'octroi des permis n'était pas aisé pour la mise en place des stations et celles qui fonctionnaient n'étaient pas autorisées à diffuser des programmes d'information.

Des dirigeants politiques, entre autres, Grégoire Eugène du PSCH, le Pasteur Sylvio C. Claude du PDCH et le sociologue Hubert De Ronceray du Mobilisation pour le développement national (MDN) publieront journaux, pamphlets pour exprimer la nécessité d'un passage du régime dictatorial à la démocratie.

À la chute de la dictature et durant les régimes militaires, les leaders politiques, les partis et organisations politiques et les organisations syndicales très puissantes à l'époque feront usage des médias populaires comme la radio à travers des notes de presse, des communiqués, des conférences de presse et des entrevues.

Les notes de presse relaient en longueur les multiples protestations des agissements du gouvernement militaire de l'époque, mais aussi contre des individus qu'ils jugeaient nostalgiques du régime antérieur.

Cette forme de communication a été et reste encore pour certaines salles de rédaction, la seule pâte avec laquelle on édite le journal. Cette production sans arrêt de notes de protestation comme une recette *vade-mecum* traduisait aussi un manque d'imagination dans la capacité des partis à changer la perception dans une opinion construite par les Duvalier qui faisaient des membres de partis toujours des « kamoken », les opposants.

Le PUCH animera une émission hebdomadaire sur les ondes de radio Caraïbes tandis que les futurs dirigeants du CONACOM animeront une émission politique sur les ondes de radio Métropole. Cet espace sera maintenu pendant une

courte durée en raison justement des divergences de vues entre les animatrices gauchistes et les propriétaires du médium réputés de droite.

Les partis n'occupent plus officiellement aujourd'hui, en 2018, les espaces médiatiques et ne disposent pas de moyens de communication propres. Pourtant, des individus qui s'identifient à certains courants politiques utilisent leur média comme instrument de lutte politique. Le parti Fanmi Lavalas utilise la radio identifiée à son leader comme instrument de lutte politique et de formation idéologique. Le PHTK utilise quant à lui des médias de son obédience pour orienter l'opinion en sa faveur sans cependant se lancer dans une démarche de formation idéologique. Le discours est creux et semble être orienté vers la défense d'intérêts très personnels.

### Politique de communication des partis politiques

La période post-Duvalier reste l'une des périodes les plus prolifiques en matière de création de partis politiques. Toutefois, cette floraison n'enrichit nullement l'instrument moderne que devrait être le parti, selon Maurice Duverger.

Mais à la fin du siècle dernier, à un moment où les politiques ont presque tout à leur portée, la faiblesse idéologique et la sous-utilisation de ces instruments modernes de communication n'apportent pas grand-chose dans le champ politique.

Bien que l'ère démocratique ait pu ouvrir beaucoup d'opportunités, le monde politique haïtien n'a pas encore exploité l'univers technique et scientifique que lui offre la modernité. En cette année 2018, on peut se demander quel parti dispose d'un organe officiel. Et quelle est l'idée dominante ou le discours politique qui suscite les débats entre les partis.

Malgré l'importance et la popularité d'un outil comme la radio qui occupe une place importante dans la vie de l'Haïtien-ne en milieu rural comme en milieu urbain, il n'existe presque pas une seule émission connue comme étant la voix ou l'organe d'un parti politique qui vulgarise une idéologie quelconque.

Plutôt que d'être un ensemble de recettes pour vendre une idée, une vision, une idéologie ou le parti, la communication politique est devenue un mode opératoire en grande partie pour faire la promotion d'un individu sans discours.

## Conclusion

---



Nombre d'acteurs-rices politiques et d'observateurs-rices haïtiens sont loin de saisir l'importance des questions idéologiques. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. La population en général, même éduquée, recourt rarement aux ressources de la littérature politique pour construire et asseoir leur choix de société. Celles et ceux qui lisent les théories et doctrines politiques choisissent parfois sans discernement ou de façon superficielle. Une écrasante majorité croit davantage à un homme ou une femme providentiel-le, à des slogans rhétoriques et à des discours incantatoires plutôt qu'à un choix réfléchi, fondé sur une analyse méthodique des éléments sociologiques, économiques et culturels. Même s'il y existe des excès et des dérives dans la pratique politique haïtienne, les Haïtiens-nes doivent s'inspirer des éléments de leur culture, comme l'a suggéré Price-Mars, pour définir le sens de leur engagement politique. En effet, les Haïtiens-nes doivent s'appuyer sur les fondements de leur identité et prendre le temps de façonner leur réalité politique sans vouloir à tout prix reproduire des schémas et idéologies politiques importés.

Les fondements des courants idéologiques en Haïti, dans une perspective progressiste et laïque, devraient être constitués d'éléments fondamentaux. Il s'agit en effet de : souveraineté nationale, liberté d'expression, justice et équité sociale, partage des richesses, éducation, soins de santé pour tous-tes, assistance et soutien constant aux enfants, aux démunis-es et handicapés-es. Une idéologie capable de provoquer la rupture avec le statu quo et apte à regrouper des hommes et des femmes de différentes classes sociales autour d'un projet national commun et neuf.

## Annexe : Chronique d'actions de femmes

---



- 1923** Fondation par Anna Augustin de la revue trimestrielle *Fémina* du cercle culturel du même nom. Cette revue dirigée par Camille Munier ne durera que très peu de temps.
- 1932** Mme Duraciné Vaval expose ses toiles à sa villa de Bas-Peu-de-Chose. Inauguration au club Union d'une exposition des œuvres artistiques de Mme Clément Magloire, Mme Franck Chenet et Melle Claire Denis.
- 1934** Création de La Ligue féminine d'action sociale.
- 1935** Publication de *La Voix des Femmes*, revue de la Ligue féminine avec Jeanne Perez, rédactrice en chef, Cléante Desgraves-Valcin, gérante, Amélie Laroche, secrétaire. Suspendue provisoirement en 1942 à cause de la guerre.
- 1937** *La Voix des Femmes* obtint une médaille d'argent à l'Exposition de Paris pour la haute portée sociale de son action.
- 1942,  
23 oct.** Un décret-loi, modifiant la loi du 22 août 1907, permet à la femme haïtienne mariée à un étranger de garder sa nationalité dans le mariage.

- 1944,  
11 janv.** Un décret-loi autorise la femme mariée qui travaille à disposer librement de son salaire et des gains provenant de son salaire personnel.
- 1944,  
19 avr.** Un amendement à la Constitution de 1935 permet à la femme haïtienne d'être nommée ou élue aux emplois civils et politiques. « Aussi, la règle de la capacité générale et absolue de la femme est généralement consacrée dans le droit moderne ». Pourtant, il ne lui est pas conféré le droit prééminent de suffrage, elle ne pouvait être élue au poste de président et encore fallait-il qu'elle soit âgée de 30 ans accomplis (contre 21 ans pour l'homme) pour accéder aux fonctions politiques qui lui étaient permises.
- 1944,  
25 déc.** Un décret-loi autorise la recherche de la paternité dans certains cas déterminés et accorde aux enfants naturels reconnus les mêmes droits que les enfants légitimes.
- 1946** Participation active de plusieurs femmes au mouvement révolutionnaire. Création le 8 janvier du Comité d'action féminine pour participer activement à la lutte. Participation directe de la femme aux partis politiques et aux syndicats acceptée. Plusieurs femmes devinrent membres actives des partis populaires chrétiens de droite et de gauche. Campagne de La Ligue pour la reconnaissance du principe d'égalité des droits des sexes. Non seulement elle n'eut pas gain de cause, mais les femmes se sont vu ôter le droit d'éligibilité octroyé par l'amendement constitutionnel de 1944. Réactions virulentes de la Ligue.
- 1950,  
avr.** Premier Congrès national des femmes haïtiennes organisé par La Ligue, réunissant les déléguées de 44 associations féminines haïtiennes et 32 déléguées étrangères d'organisations internationales. Relance de la campagne pour l'égalité des droits civiques de la femme.
- 1950,  
oct.** Présentation par les déléguées de la Ligue des revendications féminines au Théâtre de Verdure Massillon Coicou à Port-au-Prince, devant plusieurs milliers de personnes.

**1950,  
4 nov.**

Dépôt au bureau de l'Assemblée constituante des pétitions portant des milliers de signatures d'individus des deux sexes réclamant l'égalité des droits civils et politiques des deux sexes dans la nouvelle Constitution. Des représentantes des comités des droits de la femme séjournent aux Gonaïves et montent la garde pendant toute la durée des travaux de l'Assemblée constituante. Résultats positifs des travaux : Le droit de vote et d'éligibilité est acquis aux femmes, mais elles n'en jouiront qu'en 1955 aux élections municipales. Droit de vote acquis légalement en 1950, mais les Haïtiennes n'en jouiront qu'en 1955.

**1955**

Une première dans la vie politique haïtienne, des femmes se présentent en masse aux élections municipales. Huit sont élues dans différentes villes de province.

**1956,  
15 nov.**

La mairie de Port-au-Prince publie l'ouverture des opérations d'enregistrement pour les votants aux élections de 1957 ignorant totalement les femmes.

**1956,  
13 déc.**

Marche de protestation des femmes en direction de la Cathédrale contre la note de la mairie. À l'angle des rues Pavée et Mgr Guilloux, elles sont gazées, battues, certaines arrêtées et emprisonnées.

**1957**

La loi du 25 janvier « assure à la femme haïtienne âgée de 21 ans accomplis le plein et entier exercice de tous les droits politiques en dispensant la femme mariée de toute autorisation maritale pour exercer lesdits droits ». Pour la première fois dans l'histoire d'Haïti, une femme, Madeleine Sylvain-Bouchereau brigue la fonction de sénateur aux élections de 1957. Pour la première fois, une femme, Lydia Jeanty, est nommée sous-secrétaire d'Etat. Elle ne restera en poste que pendant les 56 jours du gouvernement provisoire de Franck Sylvain.



- 1974,  
avr.** Sous l'égide de la Commission interaméricaine des femmes, un séminaire pour femmes responsables est tenu à Port-au-Prince. Y participent également des déléguées de sections rurales du pays et des professionnelles des villes réunies dans la préoccupation de poursuivre le travail entamé 40 ans plus tôt par La Ligue féminine d'action sociale pour une participation plus active de la femme au développement du pays.
- 1987** Élection de la première femme, Myrlande Manigat, au poste de sénatrice (département de L'Ouest).
- 1989** Instauration (par le gouvernement Manigat-Célestin) du premier secrétariat à la Condition féminine.
- 1990** Par nomination et à titre provisoire, une femme, Me Ertha Pascal-Trouillot occupe pour la première fois le poste de présidente de la République.
- 1994** Remise en fonctionnement par le gouvernement Aristide du secrétariat (devenu ministère) à la Condition féminine.
- 2000,  
17 oct.** Des femmes du monde entier se réunissent à New York pour marcher et porter devant les Nations-Unies leurs revendications sur la féminisation de la pauvreté.
- 2003,  
3 avril** Création de la Coordination nationale de plaidoyer pour la défense des droits des femmes (CONAP) dont la principale vocation sera de faire du plaidoyer autour de la cause et de la défense des droits des femmes.

Tirée de « Mémoire de femmes » (site Internet de Jasmine Narcisse).

## Bibliographie



- Ameringer D. C., *Political Parties of the Americas, 1980s to 1990s : Canada, Latin America & the West Indies*. Westport CT USA, 701p, in *The Greenwood Historical Encyclopedia of the World's Political Parties, 1992* [en ligne], <<https://books.google.se/books?id=kD5qi3MyEHYC>>, consulté le 25 avril 2016
- Ardouim B., *Etudes sur l'histoire d'Haïti suivies de la vie du général J.-M. Borgella*. Paris, Dezobry et E. Magdeleine, 1855
- Barros J., *Haïti de 1804 à nos jours*, Paris, édit. L'Harmattan, 1984, 2 vol.
- Beaulieu C., Charlier E. et Roumain J., *Analyse schématique 1932-1934*, 1934
- Bellegarde D., *Haïti et ses problèmes*. Montréal : Éditions B. Valiquette, 1941
- Britt L., *Fourteen Defining Characteristics of Fascism* [Quatorze caractéristiques déterminantes du fascisme], [en ligne] 28 mai 2003, <<https://rense.com/general37/char.htm>>, consulté le 20 mars 2016
- Cebert H., *Le vrai discours actuel – Les idéologies en Haïti*, janvier 2013, <<https://levrairdiscoursactuel.com/tag/les-ideologies-en-haiti/>>, consulté le 19 avril 2017
- Charles E., *Le pouvoir politique en Haïti de 1957 à nos jours*, Paris, Karthala, 1994
- Chemla Y., *Louis Joseph Janvier*, [en ligne] mis en ligne le 12 juin 2005, mis à jour le 25 novembre 2015, <<http://ile-en-ile.org/janvier/>>, consulté le 17 mars 2016

- Clenet J., *Représentations, formation en alternance. Être formé et/ou se former ?* Paris, L'Harmattan, 1998
- Delince K., *Les forces politiques en Haïti : manuel d'histoire contemporaine*. Paris, Karthala et Plantation Fl., 1993
- Delorme D., *La misère au sein des richesses, réflexions diverses sur Haïti*, Paris, F. Dentu, 1873
- , *Les théoriciens au pouvoir*, Paris, Henri Plon, 1870
- Depestre R., *Bonjour et Adieu à la Négritude*, Paris, Seghers, 1980
- Dortier J.-F., *Les sciences humaines — Panorama des connaissances*, Auxerre Cedex, Sciences Humaines Éditions, 1995
- Dunas P.-R., *La transition d'Haïti vers la Démocratie*, Tome I, 1997
- Dumont F., *Les idéologies*. Paris, PUF, 1974
- Frères du Monde no 43-44 : Haïti Enchaînée*, Imp. Guy Ducros, 1967
- Freund J., *Qu'est-ce que la politique ?* Éditions Sirey, 1965
- Geffrard R., « Ce que vont coûter au Trésor public les 19 nouveaux députés » in *Le Nouvelliste*, 12 mars 2015, [en ligne], <<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/142441/Ce-que-vont-couter-au-Trésor-public-les-19-nouveaux-deputés>>
- Gresle F. et al., *Dictionnaire des sciences humaines Anthropologie/Sociologie*, 1994
- Hastings M., « Les grands courants idéologiques – Droites, gauches : quels clivages » in *Cahiers français n° 364 : La pensée politique, quels renouvellements ?* [en ligne], <[http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/libris/3303330403648/3303330403648\\_EX.pdf](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/libris/3303330403648/3303330403648_EX.pdf)>, consulté le 11 mars 2016
- Hurbon L., *Les partis politiques dans la construction de la démocratie en Haïti*, Stockholm, IDEA International, 2014, <<https://www.idea.int/publications/catalogue/les-partis-politiques-dans-la-construction-de-la-democratie-en-haiti>>, consulté le 11 mars 2016
- , *Le vide des idées ou l'appétit du pouvoir*, Tribune, 2016, <<http://www.lenational.org/vidé-idees-lappétit-pouvoir>>, consulté le 19 avril 2017

- Janvier L.-J., *Haïti aux Haïtiens*, Paris, A. Parent, A. Davy, 1884
- Jean-François H., *Relations entre partis politiques et parlementaires en Haïti*, Stockholm, IDEA International, 2015, <<https://www.idea.int/publications/catalogue/relations-entre-partis-politiques-et-parlementaires-en-haiti>>, consulté le 11 mars 2016
- , *Le Coup de Cédras*, Haïti, Éditions Médiaték, 1995
- Joachim M.-F., « Quand fleurissent les Lilas », 2012, [en ligne], <<http://www.alterpresse.org/spip.php?article13878#.WCdK-VvIY1g>>
- Joseph C., *La Communication politique*, Port-au-Prince, Ed. Choucouné, 8 vol.
- Lalande A., *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, Presses Universitaires de France (PUF), 1996
- Lazar J., *La Science de la communication*, Paris, Presses Universitaires de France (PUF), 1992
- Magloire D., « Regard sur le mouvement des femmes haïtiennes » in *Rencontre du CRESFED*, décembre 2002-Janvier 2003 (15-16), 2002
- Mannheim K., *Idéologie et utopie (Une introduction à la sociologie de la connaissance)* (1929), Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956
- Moscovici S., *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses Universitaires de France (PUF), 2004
- Narcisse J., « Mémoire de femmes », <[http://jasminenarcisse.com/memoire/03\\_feminisme/02\\_reperes.html](http://jasminenarcisse.com/memoire/03_feminisme/02_reperes.html)>, consulté le 22 avril 2016
- Nicholls D., « Idéologie et mouvements politiques en Haïti, 1915-1946 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, No 4 (1975), p. 654-79, <[http://www.persee.fr/doc/ahess\\_0395-2649\\_1975\\_num\\_30\\_4\\_293637](http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1975_num_30_4_293637)>, consulté le 14 mars 2016
- Office de management et des ressources Humaines (OMRH), Rapport sur le Recensement des agents de la Fonction Publique, 2014, <<http://www.omrh.gouv.ht/docstrategiques>>, consulté le 22 avril 2016
- Ozanam F., *Les Origines du Socialisme*, Lecoffre, 1872, p. 197-245, <[https://fr.wikisource.org/wiki/Les\\_Origines\\_du\\_socialisme](https://fr.wikisource.org/wiki/Les_Origines_du_socialisme)>, consulté le 14 mars 2016



Paul E., *Ceuvres posthumes*, 1896

Price-Mars J., *Ainsi parla l'Oncle*, New York, Parapsychology foundation Inc., 1928

Smarth, W., *Histoire de l'Eglise Catholique d'Haïti, 1492-2003*, vol. 1. Editions CIFOR, 2015

Soukar M., *Haïti : vingt ans d'histoire immédiate (1994-2014)*, C3 Editions, 2015

Zéphyr P. M. D., Pierre Y.-F. et Guillen A. C., *Culture politique de la démocratie en Haïti*, LAPOP, Vanderbilt University, 2006

## Biographie des contributeurs-rices

---



### Pascal ADRIEN

A étudié les sciences juridiques à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université d'État d'Haïti. Défenseur des droits de l'homme, président de la Chambre basse de la législature du Parlement jeunesse d'Haïti, il s'est impliqué avec succès dans le plaidoyer pour la ratification du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [PIDESC] par l'État haïtien en 2012.

Il vient d'entamer un nouveau plaidoyer pour la ratification du protocole facultatif se rapportant au PIDESC et continue à s'impliquer dans la société civile haïtienne pour l'intégration économique, sociale et politique de sa catégorie sociale à travers la Convention nationale des jeunes. Il est coanimateur de l'émission sociopolitique *Espace public* sur la radio Espace FM (94.1).

### Ives Marie CHANEL

Journaliste communicateur senior, est le directeur de Mediacom, une firme de consultation en communication et mass médias, et du réseau radiophonique Sans-Souci FM. Il a fait des études à la Faculté des sciences humaines de l'UEH en communication et en journalisme. Il a été un consultant engagé par IDEA pour l'organisation de conférences sur le thème *Médias, promotion et renforcement des partis politiques*.

Après le séisme du 12 janvier 2010, il a eu la mission de mettre en place le Centre d'opérations des médias pour le compte de Reporters sans frontières Québecor et la Fondation de France. Il a travaillé pendant plus de 10 ans comme



correspondant en Haïti de l'agence internationale Inter Press Service et de Reporters sans frontières.

### **Pierre Michel CHERY**

Membre de l'Académie du créole haïtien. Il a étudié la linguistique à la Faculté de linguistique appliquée de l'UEH. Il publie régulièrement des articles d'analyse, en créole, sur la culture populaire haïtienne, la langue créole et la réalité politique conjoncturelle du pays. Il a déjà publié quatre romans en créole haïtien : *Eritye Vilokan* (2001), *Bèbè Gòlgota* (2008), *Senfoni Nago* (2012), *Peleren* (2015).

### **Mozart DERONETH**

Membre de la Société professionnelle d'affaires publiques et internationales et de l'Association nationale de sciences politiques des États-Unis, a enseigné les sciences politiques dans plusieurs universités des États-Unis. Il est l'auteur de *Haïti élections*, un guide pratique, publié en 1996.

Il a aussi publié, en Haïti et à l'étranger, de nombreux textes concernant le processus démocratique, la bonne gouvernance, la stabilité politique, entre autres. Consultant indépendant, il est actuellement directeur de cabinet du président du CEP.

### **Pierre MANIGAT**

Auteur du livre intitulé « Mémoire d'un Conseiller électoral » paru en juin 2016, il est également journaliste et ex rédacteur en chef du quotidien Le Nouvelliste. En 2015, il fut choisi par ses pairs-es pour être le vice-président du Conseil électoral provisoire au côté de M. Pierre Louis Opont.

### **Claude C. PIERRE**

Doctorant en littérature et linguistique textuelle, est né à Corail puis a vécu au Québec pendant 17 ans. Il est retourné en son Haïti natale où il fait de la recherche et enseigne à l'UEH depuis 1987. Claude C. Pierre se consacre essentiellement à l'écriture et à l'éducation supérieure. La formation continue auprès des adultes est l'une de ses préoccupations

### **Jean Rommel PIERRE**

Journaliste senior à la radio et télévision Caraïbes (RTVC) et animateur de l'émission socioéducative dénommée FORUM depuis septembre 2016.

## Nicole SIMEON

A décroché une maîtrise en journalisme. Parallèlement à sa carrière de journaliste en Haïti au cours desquelles elle a travaillé pour les quotidiens *Le Nouvelliste*, *Le Matin* et la chaîne de télévision *Télémax*, elle a travaillé pour Panos, une institution internationale dont elle deviendra la coordonnatrice en Haïti entre 2010 et 2013.

En France et en Afrique [Côte d'Ivoire et Guinée-Conakry], elle a travaillé pour des journaux comme *Le Monde*, *Sud-Ouest*, *l'AFP*, *Fraternité-Matin* et *Guinée-Mines*. Elle a été la correspondante du quotidien régional *Ouest-France* en Haïti de 2010 à 2014.

Depuis fin 2013, elle propose des consultations et assure entre autres, de la formation pour les médias et du coaching en communication pour des organisations internationales et des entreprises privées.

## A propos d'IDEA International

---



L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) est une organisation intergouvernementale dont la mission est de promouvoir la démocratie dans le monde, laquelle est à la fois une aspiration humaine universelle et un moteur du développement durable. Pour ce faire, nous contribuons à la mise en place, au renforcement et à la protection d'institutions et processus politiques démocratiques à tous les niveaux. Notre vision est celle d'un monde dans lequel les processus, acteurs et institutions démocratiques sont non seulement inclusifs et responsables, mais suscitent également un développement durable qui bénéficie à tous.

Nos activités se concentrent sur trois grands domaines d'influence : les processus électoraux, les processus d'élaboration de la constitution, ainsi que la participation et la représentation politiques. L'égalité des sexes et l'inclusion, la sensibilisation au conflit et le développement durable sont autant de questions qui sont intégrées à l'ensemble de nos domaines d'intervention.

IDEA International œuvre sur plusieurs fronts: il fournit une analyse sur les tendances démocratiques mondiales et régionales; produit des données comparatives relatives aux bonnes pratiques démocratiques internationales ; offre aux acteurs engagés dans les processus démocratiques une assistance technique et contribue au renforcement de leurs capacités en matière de réforme démocratique ; et engage un dialogue sur les questions qui relèvent du débat public sur la démocratie et sa mise en place.

Notre siège se trouve à Stockholm, avec des bureaux en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes. IDEA International est un observateur permanent auprès des Nations Unies.

<<http://www.idea.int>>

Œuvrant pour une consolidation des systèmes de partis politiques structurés autour d'idéologies cohérentes qui agrège les besoins et demandes des citoyens-es, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) a réalisé en 2016, dans le cadre de son projet *Support à la consolidation démocratique en Haïti*, une série d'entretiens diffusés dans l'émission Ann Pale Politik afin de mieux cerner les dynamiques idéologiques qui traversent le paysage politique haïtien.

Utilisant les réflexions et analyses produites lors de ces émissions, cet ouvrage vise à mieux cerner les défis auxquels les partis politiques font face en Haïti. Son objectif est de susciter un éveil collectif, sinon une prise de conscience de toutes les citoyennes et de tous les citoyens, et en particulier les élus-es, les partis politiques, les jeunes, les femmes, les médias et les universitaires sur l'impérieuse nécessité de proposer des programmes politiques idéologiquement clairs, où la vision de l'Etat est basée sur des valeurs communes et des choix normatifs articulés autour des aspirations de la population en quête continue de mieux-être.

IDEA International  
Strömsborg  
SE-103 34 Stockholm  
Suède  
Courriel : [info@idea.int](mailto:info@idea.int)  
Site Internet : <http://www.idea.int>

IDEA International Haïti  
4 rue Cretonne, Delmas 71  
Port-au-Prince  
Haïti  
Courriel : [infohaiti@idea.int](mailto:infohaiti@idea.int)

ISBN: 978-91-7671-219-1 (PDF)